

Informations

N° 15_4F

rassemblées à

LYON

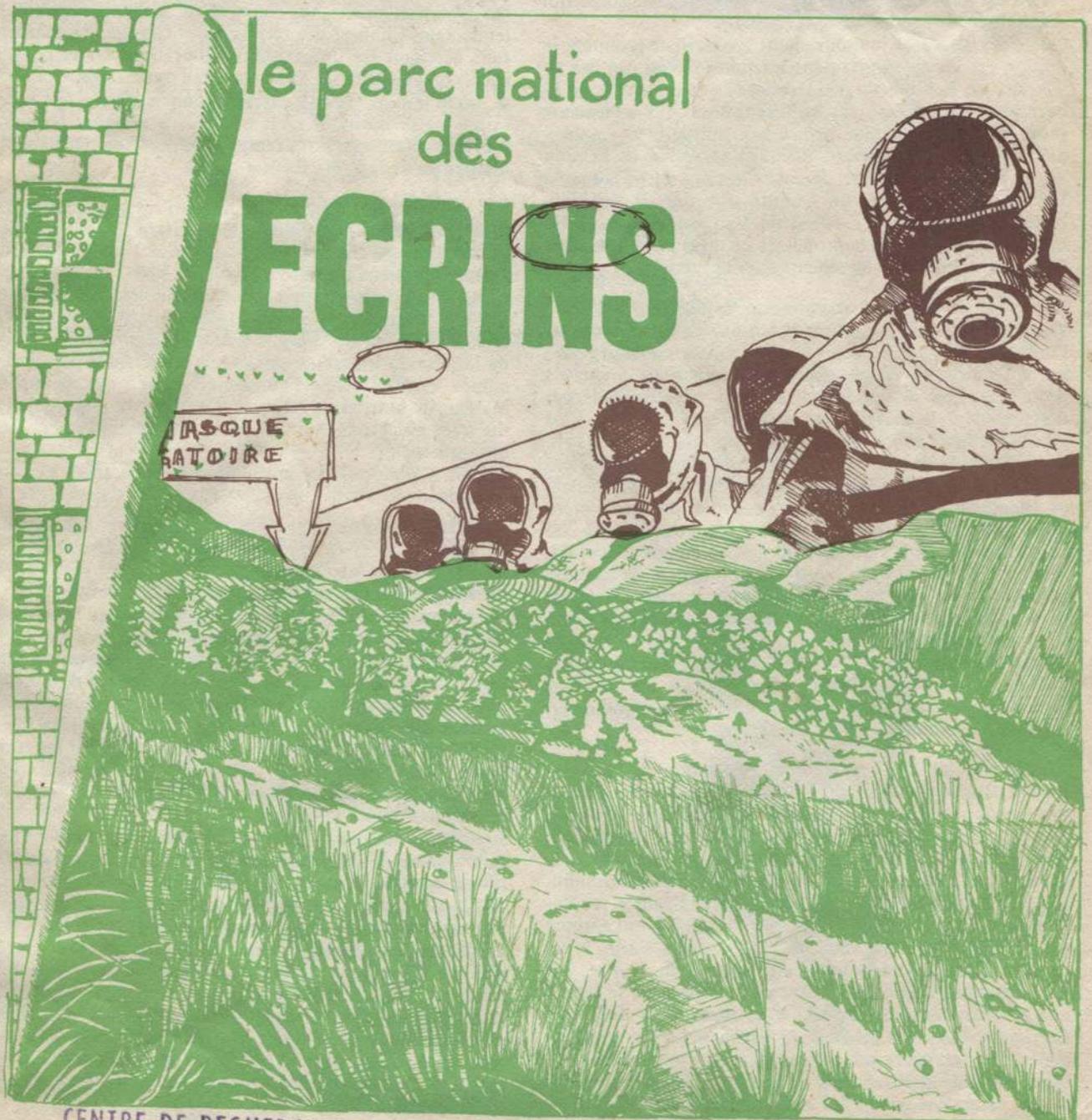
et la région

RHONE

ALPES

ITAL

JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE



CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

La CROIX ROUSSE et les anti-militaristes **EN 1918**

Le 19 janvier 1918, des tracts sont collés sur les murs, distribués dans les boîtes aux lettres, placés dans les tramways. Ils annoncent la constitution dans toutes les villes de France de Comités d'Action Révolutionnaire Ouvriers et Soldats, ils invitent les soldats à se ranger, comme en Russie, du côté du peuple si des troubles éclatent. En quelques jours les auteurs des tracts sont arrêtés, une douzaine de personnes, 7 déserteurs, 5 civils dont deux femmes, Lucie Job et Marguerite Marion, militantes connues du mouvement syndical lyonnais. La police découvre sous les combles d'un immeuble de la Croix-Rousse un atelier d'imprimerie, c'est là que logeait le groupe, muni de faux papiers, vivant de cambriolage dans les maisons bourgeoises et «affichant» aux dires de la police, des «liaisons» qui scandalisent beaucoup les enquêteurs.

Outre ses liens avec le mouvement syndicaliste lyonnais, le groupe est lié au mouvement anarchiste. Vial, un des civils, est un habitué du «nid rouge», groupe artistique libertaire, et du groupe «ce qu'il faut dire». Il y a plusieurs mois qu'il propose aux principaux militants du mouvement libertaire de l'époque, Bécirard, secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône, Jeanne Chevenard et Théophile Leclair, de constituer un Comité d'Action Révolutionnaire. Ceux-ci, qui se méfient de Vial, ont refusé. Outre des raisons personnelles probables ce refus semble surtout lié à la situation du mouvement ouvrier lyonnais.

Désagrégé en 1914, l'organisation syndicale (à Lyon) s'est peu à peu reconstituée grâce au développement de l'industrie de guerre et des grandes unités métallurgiques qui apparaissent à Lyon et prennent le pas sur l'industrie de la soie. Bien organisée, par secteurs, avec des délégués d'atelier dans la métallurgie, ce mouvement syndical est essentiellement animé par des militants anarchistes et syndicaliste-révolutionnaires. Le comité de défense syndicaliste (la gauche de la CGT) animé par Péricat et de tendance anarchiste, regroupe à Lyon l'essentiel du mouvement syndical : la métallurgie, la chaussure (qui emploie 10.000 ouvriers en 1919), l'alimentation, le vêtement civil et militaire, le bâtiment et l'union départementale. Mais cette orientation «à gauche» du mouvement syndical lyonnais ne doit pas faire illusion, la mobilisation idéologique liée à la guerre continue de jouer un grand rôle. Dans un rapport d'avril 1918, le chef de la sûreté peut faire remarquer que même dans les moments les plus troublés les réunions générales syndicalistes n'ont pu réunir que deux mille personnes au maximum.

Au moment de l'affaire du comité d'action de la Croix-Rousse (janvier 1918) Lyon vient d'être secouée par un puissant mouvement de grève dans la métallurgie à propos des négociations sur le nouveau bordereau de salaires. Mais cette grève a surtout fait éclater les conflits et contradictions à l'intérieur du mouvement syndical. Merheim, secrétaire national de la métallurgie, syndicaliste révolutionnaire, opposé à la guerre depuis 14, qui amorce son virage à droite est venu à Lyon soutenir Garin, le secrétaire local des métaux pour imposer la reprise. Un grand nombre d'usines n'acceptent de reprendre le travail que «contraintes et forcées» «au nom de la discipline ouvrière». Mais les ouvriers du bâtiment qui se sont également mis en grève par solidarité, sous l'impulsion de la ligue d'action du bâtiment, de tendance nettement anarchiste, acceptent très mal d'arrêter le mouvement; Une ré-

EXCUSEZ-NOUS
Suite à une erreur de montage il faut inverser les colonnes de la page 19. MERCI.



union générale des grévistes tourne à la confusion et une nouvelle réunion, celle qui décide la reprise, est organisée en empêchant tous les ouvriers qui ne sont pas métallurgistes d'y participer. Au cours d'un meeting organisé le lendemain, Chabert des terrassiers et Garnier des charpentiers accusent les dirigeants métallurgistes, Garin et Merheim d'avoir trahi le mouvement. Tout en ayant montré sa force le mouvement ouvrier lyonnais a aussi fait apparaître ses divisions, il n'est pas prêt à accepter les mots d'ordre défaitistes du Comité d'Action Révolutionnaire des pentes de la Croix-Rousse.

Les militants anarchistes qui animent les syndicats se démarquent de l'action du comité, Bécirard refuse l'accès de l'USR (Union des Syndicats du Rhône) à Vial en fuite. Jeanne Chevenard refuse de voir en Vial «un agent allemand» mais elle estime cependant que les civils lyonnais ont été entraînés par les déserteurs, la pétition qu'elle fait circuler au nom de la Ligue d'Action Féminine ne demande la mise en liberté que des seuls civils. Au procès les inculpés sont lourdement condamnés mais à l'exception de Marguerite Marion ils refusent d'assumer la responsabilité du tract et certains renient purement et simplement leur engagement.

En 1918, à Lyon, être antimilitariste et défaitiste ce n'est pas évident.

(toutes les informations de ce texte sont tirées du mémoire, non édité, «Origines et début du communisme à Lyon» de Jean Luc Pinol.)

Le texte ci-dessus s'appuie sur un mémoire universitaire ce qui ne veut pas dire que les informations qu'il contient ne sont pas à vérifier ni à compléter.

Bécirard et Jeanne Chevenard rallièrent la majorité réformatrice de la CGT dès 1920. Jeanne Chevenard devait être une des dirigeantes de la CGT pendant tout l'entre deux guerres. Elle était alors considérée dans les milieux libertaires comme «socialisante». Elle a été tuée par les résistants communistes en 44 pour avoir, avec de nombreux syndicalistes, continué d'agir dans les cadres officiels du régime de Pétain.

Était-elle «libertaire» en 1917? Le nid rouge était-il libertaire comme le dit J.L. Pinol? Ce n'est pas sûr du tout. Du moins dans le sens que nous donnons à ces étiquettes en 1977. Le mouvement ouvrier de l'époque (comme peut-être actuellement) rentre assez mal dans les grandes distinctions idéologiques, surtout lorsqu'elles sont systématées par les groupes politiques. Jeanne Chevenard, comme Bécirard, comme Fourcade (classé anarchiste alors qu'il refusait de se dire anarchiste) était sans doute, d'abord et principalement, des syndicalistes, des militants ouvriers lutant contre le capital et l'État pour l'émancipation ouvrière «en dehors des partis et des sectes» comme le dit la charte d'Amiens

TOUS à Malville le 30 JUILLET...

Ceux ou celles qui lisent la presse écologiste savent déjà que le rassemblement prévu cet été à Malville sera populaire et massif (beaucoup plus important que celui de l'année dernière où s'étaient déjà retrouvés 25 000 anti-nucléaires).

L'unanimité est faite sur sa décision, mais les divergences existent encore sur les moyens de lutte. Tous ceux qui étaient présents à Malville l'été dernier se souviennent que la tendance non-violente était maîtresse du terrain. Les mots d'ordre étaient là pour nous le répéter: «pas de provocation—restez groupés— asseyez-vous— pas de mouvements brutaux», etc.

Nous avons constaté une efficacité certaine de cette tactique d'approche non-violente dans la popularisation régionale de la lutte. Elle offre d'autre part l'avantage de ne présenter aucune prise directe de détournement ou de culpabilisation par les médias, pour qui il a été impossible d'inscrire cette lutte dans le cadre de la campagne contre l'insécurité.

Les gaffes de la police, en opposition à l'autodiscipline des manifestants ont beaucoup contribué à l'ouverture sur les paysans de la lutte anti-nucléaire en particulier et de l'écologie en général. Cependant, le second regroupement du samedi 10 juillet 1976 avait été beaucoup critiqué (voir IRL n.12), car la police ayant appliqué les méthodes de tabassage qui lui sont chères, les sonos avaient continué à lancer des appels à la passivité, alors que le nombre de manifestants et le terrain très caillouteux permettaient un repli dans des conditions de sécurité bien meilleures.

Les non-violents estimaient alors qu'il valait mieux être blessé en opposant une résistance passive que de risquer de se blesser, ou de blesser un CRS, allez savoir, en donnant libre cours à nos instincts de conservation.

Bref, le problème est, à mon avis, de savoir, une fois l'information de la population accomplie (bien que ce travail ne soit jamais terminé), une fois le nombre de militants et de sympathisants considérable et toujours grandissant, si la lutte doit garder sa forme première, ce qui ne peut apporter que le blocage et la lassitude, face à l'action directe du Pouvoir, ou bien si l'on doit passer à une autre phase qui consiste à établir un rapport de force avec l'Etat-EDF. Pour cela, on peut profiter de la grande mobilisation actuelle autour du surgénérateur, de l'approche des élections de 78 qui embarrassent le gouvernement, et de l'échec de l'Etat allemand face à la fermeture des gens de l'endroit.

Ce rapport de force traduit bien sûr une attitude opportuniste, qui suit l'urgence de la lutte, c'est à dire les délais pendant lesquels elle reste efficace, et les risques encourus en laissant ce développer le phénomène contre lequel nous luttons. Il semble qu'une grande partie des écologistes, dans la région Rhône-Alpes soit favorable à cette

deuxième solution.

Pour entretenir la mobilisation, de nombreuses actions ont été décidées à Morestel le 19 février, lors des assises contre super-phénix, regroupant les comités Malville, sur

le thème de la légitime défense. D'abord, le ton a changé, il n'est plus question d'éviter tout affrontement, mais au contraire, de saboter au maximum les travaux de la Centrale. Ces assises ont soutenu toute action visant à nuire au surgénérateur sans s'attaquer à l'intégrité physique des personnes. Vive le sabotage!

Les groupes régionaux ont été invités à autogérer les initiatives pour entretenir le courant d'opposition et maintenir la mobilisation maximale jusqu'au rassemblement du 30 juillet. Je ne parlerai pas de toutes ces actions, il suffira de lire la presse écologique (la Gueule Ouverte, Super-Phollix...) pour vous en tenir informés.

Le 2 avril dernier, se tenait à Genève la coordination Rhône-Alpes contre super-phénix qui adopta une résolution très importante: le rassemblement du 30 juillet sera offensif, et non plus défensif comme l'année dernière. Il s'agit de prendre le site de la centrale par tous les moyens et de détruire toutes les constructions entamées depuis l'année dernière. Ce ne sera pas sans aller à l'affrontement avec les forces de répression. D'autant plus que l'Etat a pris la précaution de faire passer le décret d'utilité publique début mai, trois mois avant le rassemblement. Ce décret régularise les travaux commencés depuis un an sans autorisation légale, et il justifiera aussi l'intervention brutale des forces de police.

Il faut donc souligner plusieurs points et précautions importantes à prendre avant cette manifestation:

— venir à Malville, décidés à aller jusqu'au bout, équipés, en petits groupes autonomes si possible. Essayer d'avoir suffisamment de bouffe, car il y a risque d'y avoir des problèmes à cause du nombre de personnes attendues.

— la violence ne sera pas recherchée, et tout devra être fait pour la désamorcer dans la mesure où cela ne signifie pas la soumission et l'abandon de la lutte pour conquérir le site et arrêter les travaux.

— solidarité affective et effective entre les manifestants (d'où l'intérêt de petits groupes dont les membres e connaissent)

Tout reste à innover. Discutez-en entre vous. Prenez des décisions et tenez vous au courant par la presse écolo. Joignez vous si possible au comité Malville de votre quartier, il y aura beaucoup de boulot militant, jusqu'au 30 juillet pour la mobilisation. Dites vous bien que cela constituera un test pour le mouvement écologiste, que cela mettra peut-être fin aux tentatives de récupération par les partis et que le déroulement de ce rassemblement montrera à quel point ce mouvement constitue une force populaire autonome.

Dites vous d'autre part que tous ceux de Brokdorf, de Wyhl, d'Alsace et d'ailleurs seront là eux aussi.

COMMUNIQUE

Nous avons reçu plusieurs articles qu'il ne nous est pas possible de mettre dans ce numéro et qu'on passera en septembre:

- Des informations sur la protection des faucons pèlerins.

- Des informations sur les problèmes de la contrainte par corps.

- des informations sur le mouvement des femmes libertaires en Espagne.

- une étude sur le problème des nationalités en URSS depuis la révolution de 17.

Que les copains qui nous ont passé les articles ne se formalisent pas. On rappelle par ailleurs qu'il est très important de mettre des titres et des sous-titres dans les articles que vous nous envoyez.

ROUSSILLON: Rhône Poulenc City

Bref historique

En 1967, c'est à dire avant la fusion de Rhodiaceta et du Comptoir des Textiles Artificiels, 30.000 travailleurs sont exploités dans les vingt usines de Rhône Poulenc textile. De 1967 à 1970 un certain nombre d'emplois sont supprimés, environ 3.000 à Vaise et un millier à Besançon. En 1969 sur un chiffre d'affaire d'environ dix milliards de francs, le secteur textile en réalise 57%.

Dans les années suivantes se sont les usines d'Arques la Bataille (400 emplois), en 1971, D'Izieux (800 emplois), en 1973, Vaulx en Velin (800 emplois), 1975 qui ferment. Lors du comité central d'entreprise du 20 décembre 1973, un projet de réorganisation du groupe est proposé aux membres du CE proclamant une mobilité acceptable. Le comité central d'entreprise extraordinaire du 7 novembre 1974 annonce des arrêts d'établissements, ateliers ou services, de 14 à 28 jours durant la période du 1/12/74 au 12/1/75. Ainsi la direction habitue les travailleurs au chômage et leur donne un avant-gout de la restructuration.

En 1975, Rhône Poulenc Textile, une des huit divisions de Rhône Poulenc SA, annonce une nouvelle charette de 4 à 5 mille licenciements. Ainsi à RPT les effectifs passent en huit ans de plus de vingt cinq milles à environ 16 mille. Le comité central d'entreprise du 16 décembre 75 annonce l'arrêt des cellulosiques (fibranne, rayonne, fils acétates) c'est à dire la fermeture des ateliers de moulinage de Besançon, des écarts de Vaise, des transformés de La Voulté, et de l'atelier de filature du Péage de Roussillon.

La situation dans le canton de Roussillon.

A l'agence de l'emploi de Roussillon il y a six cent quarante personnes inscrites dont deux cent vingt trois de dix huit à vingt quatre ans, soit compte tenu du coefficient du Bureau International du Travail plus de 820 chômeurs réels.

Selon le comité Régional d'Expansion Economique, la suppression d'un emploi à Rhône Poulenc entraine une autre suppression d'emploi (sous-traitant, administration, commerce...). De 1966 à 1976 Rhône Poulenc a supprimé deux mille emplois dans ses deux usines de Rhône Poulenc chimique et textile.

En 1977, 15.000 suppression d'emplois (quel joli mot pour licenciement) sont prévus dans les trois branches du groupe (pharmacie, chimie et textile) dont environ 5.000 dans le textile.

A Roussillon ce sont 356 licenciements dans RPT et 231 RPC. La filature est fermée depuis le 26 septembre 1976. Or l'atelier de filature est le seul qui fournissait du fil acétate en France, sa capacité de production, avec un équipement moderne, est d'environ huit cent tonnes par mois, les besoins de la consommation française sont d'environ 700 tonnes par mois depuis cette fermeture les anciens clients de RP se réapprovisionne à l'étranger, les prix ayant augmenté et eux aussi licenciant.

Cette restructuration ou plutôt destruction s'accompagne d'un désengagement en France pour investir dans le sud est asiatique (usines en Thaïlande) et en Amérique latine, région où la main d'oeuvre est moins chère.

La lutte

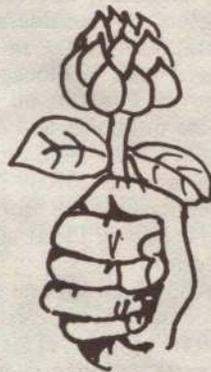
Face à cette situation, que font les travailleurs et les habitants de la région ? Dire pas grand chose serait exagéré, mais l'efficacité des actions menées reste douteuse. Après l'annonce de la fermeture de l'atelier de filature, les travailleurs ont réagi à l'intérieur de l'usine de différentes manières, grèves perlées, manifestations spontanées et même courte séquestration de la direction de Paris. Depuis le mois de septembre 1976 les travailleurs licenciés occupent l'usine mais il n'y a pas vraiment organisation de la lutte, car seule une minorité occupe. A l'extérieur peu d'informations sont sorties de l'usine. Il semble y avoir comme une volonté des directions syndicales locales (la CGT est largement majoritaire à RP) de ne pas mettre dans le coup réellement la population de peur de perdre le contrôle de la lutte.

Il y a eu cependant en mai 1976 une journée ville morte dont le succès fut mitigé et diverses collectes auprès de la population pour soutenir les grévistes.

Cette année, du 20 mai au 20 juin, les organisations syndicales soutenues par les partis, municipalités et organisations diverses (artisans, commerçants, pêcheurs à la ligne prêtres...) lancent une pétition sur le canton. Cette pétition signée par le plus d'habitants du canton sera déposée sur le bureau du ministre de l'industrie et envoyée à l'ensemble des parlementaires de la région. Elle réclame « le redémarrage de la filature, l'annulation de tous les licenciements, le maintien des emplois existant, la création d'industries nouvelles et la fin du chômage. »

Critique et perspectives

Il y a beaucoup à dire sur ce type d'action. Tout d'abord les dates n'en sont pas choisies au hasard. Cette pétition permet de maintenir une certaine pression legaliste sans grande efficacité tout en ayant l'air de faire quelque chose dans la perspective des élections législatives de 1978, de même que la ville morte avait lieu 9 mois avant les municipi-



pales, le but affirmée de cette pétition du moins en conversation privée, est de chasser lors des élections, les députés de droite un point c'est tout. Donc une action inefficace car sans réelle lutte des travailleurs, et extrêmement démobilisatrice l'unique perspective étant les élections et l'application du Programme commun (nationalisation du trust Rhône Poulenc)

INTERIM

briseur de grève

Vers le milieu du mois de mai, une grève éclate à la gare de la Guillotière. Les ouvriers de l'entreprise la Ferroviaire arrêtent de décharger les wagons mais la ferroviaire est une entreprise sous-traitante de la SNCF, à qui appartient les quais et les wagons. La SNCF décide donc de faire effectuer les déchargements par des boîtes d'intérim Bis et Ecco pour ne pas les nommer.

En arrivant, premier étonnement: la maîtrise SNCF qui nous accueille est très flottante sur la durée du travail, de un jour à trois semaines (c'est vrai que dans l'intérim la durée du contrat n'est pas toujours précisée, mais à ce point là !).

En travaillant on apprend que les chargeurs sont en grève. On continue le travail tout en se posant des questions et à la pause, on téléphone à l'agence. Les réponses sont confuses (suivant les agences): certains cadres disent d'arrêter, d'autres de continuer. Prise de contact avec le délégué syndical CGT qui a déjà alerté l'inspection du travail. Réactions hostiles d'un cadre SNCF qui veut empêcher les coups de téléphone. Inversement quelques intérimaires sont traités de briseurs de grève.

La position des boîtes d'intérim est finalement la suivante: leur statut leur interdit bien d'envoyer des travailleurs quand l'entreprise qui passe le contrat avec eux est en grève. Mais dans le cas présent l'entreprise qui passe le contrat c'est la SNCF, hors elle n'est pas en grève c'est la Ferroviaire! Ce n'est donc pas le client qui est en grève, c'est l'entreprise sous-traitante, que l'intérim considère comme concurrente. Par conséquent, aux yeux de BIS, ce n'est qu'une histoire de concurrence entre la Ferroviaire et eux.

Suivent d'autres considérations sur le fait que dans le cas inverse la Ferroviaire aurait fait pareil. Bref, les intérimaires continuent de travailler et sur une vingtaine, seuls 5 partiront d'eux-mêmes. Le lendemain les intérimaires qui étaient restés sont tombés sur un piquet de grève. Après discussion ils ont continué le travail, mais deux heures après la direction de la SNCF les paie, et les intérimaires se tirent. On ne peut que regretter le manque de conscience politique des intérimaires qui ne veulent pas être contre les ouvriers mais qui acceptent de briser une grève.

Tout le raisonnement est bâti du point de vue du patron (concurrence etc...) comme si la grève était une affaire entre patrons. Les sentiments des travailleurs n'entrent pas en ligne de compte.

C'est pourtant clair! Qu'est-ce que les grévistes en ont à foutre des problèmes de sous-traitance et de la concurrence entre boîte? Travailler à la place d'un gréviste c'est briser la grève, et peut importe les textes.

Mais il est bon de signaler le développement de ce genre de pratiques et du baratin qui la justifie, parce que la sous-traitance est de plus en plus fréquente, et n'oublions pas que ce genre de choses s'est déjà passé à Monin, par exemple!

(suite de la p. 4)

Or nationaliser Rhône Poulenc ne suffit pas pour défendre l'emploi et l'économie nationale même si l'Etat peut avoir un certain poids sur les décisions du trust dans la mesure où son aide s'élève à 12 milliards et demi de francs en 1976.

Les travailleurs, c'est bien connu, n'ont pas de patrie, et nationaliser les murs vides d'un trust qui intensifie ses investissements et ses implantations dans les pays du tiers monde, équivaut à nationaliser une coquille vide. Il est vrai que cette nationalisation reste un mot d'ordre quasi magique et joue un rôle purement incantatoire pour la plupart des militants de l'usine. Il est particulièrement difficile pour ceux qui sont hors de l'usine de combattre réellement cette solution illusoire pour résoudre le problème. L'emploi et l'économie peuvent ils, dans la période du capitalisme multinational, se défendre dans le cadre d'une économie nationale ?



Les slogans avancés dans la pétition ne remettent nullement en cause l'exploitation capitaliste. Il ne s'agit que de luttes pour l'emploi et contre le chômage. Bien sûr dans le canton de Roussillon le problème est particulièrement aigu du fait du quasi-monopole de Rhône Poulenc qui n'embauche plus depuis de nombreuses années. Bien sûr le canton de Roussillon veut vivre, bien sûr plus de douze cent personnes travaillent à l'extérieur jusqu'à Lyon pour certains. Demander la création de nouvelles industries semble un slogan quelque peu ambigu. Connaissant la position de la CGT sur la problématique du nucléaire nous pouvons être inquiets sur l'avenir de notre région, surtout qu'une centrale nucléaire est prévue à Saint Maurice l'Exil. Cette centrale doit, au dire de la CGT et de diverses organisations, créer des emplois et être l'industrie motrice de la future zone industrielle de Saint Maurice annoncée depuis dix ans.

Il est regrettable que ne soit jamais posé le problème de l'internationalisme de la lutte des travailleurs, mais que le cadre des revendications reste inscrit dans la défense de « notre économie nationale », voire locale.

A la restructuration internationale des trusts
Au capitalisme monopoliste et multinational
Les travailleurs ne peuvent répondre que par
La lutte internationaliste
Et l'auto-organisation de leur lutte

Roussillon le 8 mai 1977.

P.S. Dernière nouvelle qui renforce cette analyse: les sept pays les plus riches du monde, réunis actuellement à Londres, viennent d'annoncer qu'il n'y aurait pas de relance cette année et qu'un fort taux de chômage serait maintenu. Alors, ces élections, vous croyez, vous, qu'elles vont vraiment changer quelque chose? C'est la destruction de l'appareil d'Etat et du système capitaliste dans son ensemble qui libérera vraiment les travailleurs de leurs chaînes.

LE FÉMINISME

ET LE VIOL

Après l'article que j'ai écrit dans le dernier numéro du journal, les réactions furent assez mitigées parmi les féministes selon leur appartenance politique. Les copines libertaires ont une position à l'encontre de cette campagne pour les Assises pour les violeurs. Les campagnes menées par les groupes pour le passage devant les tribunaux répressifs pour ces violeurs, ont permis aux charognards de la presse fascisante, sous le couvert d'un humanisme douteux, d'exploiter la lutte des militantes pour favoriser la réforme des prisons prévue depuis longtemps: Paris-Match publia il y a quelques semaines, sans que la presse d'extrême-gauche ou de droite, ni celle de la gauche traditionnelle ne réagisse, un long article expliquant que le viol, c'est affreux mais qu'il y a la solution miracle; avec témoignage et photos d'un type couvert de pansements. La solution miracle c'est... tenez-vous bien ! « l'opération du cerveau » pour les criminels ! La boucle est bouclée, bravo ! Depuis le temps que nous en parlions (le CAP- Libération), nous y sommes grâce à la complicité involontaire de révolutionnaires irresponsables.

Je dis irresponsables, car lorsqu'on s'aventure sur le terrain du pouvoir, on sait où ça commence, on ne sait jamais où ça s'arrête.

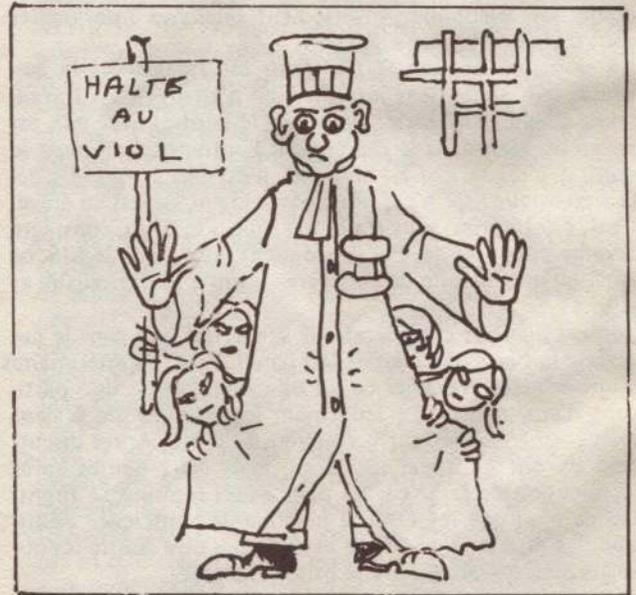
Pourtant une première alerte avait eu lieu, quand la Suisse proposa, pour les délits sexuels, la castration volontaire, en remplacement de la prison, au choix du coupable. Déjà à cette époque, (un an et demi environ), devant la campagne des féministes contre le viol, la presse française avait fait une bonne publicité pour la proposition suisse. Le Pouvoir récupère donc cette campagne ambiguë pour mettre en avant son projet de réforme des prisons dans le sens du fascisme qui lui est propre. Cette vision de Paris-Match doit nous faire réfléchir, car elle nous montre bien que la solution miracle pourrait un jour servir à un système où l'absolutisme serait roi.

Pour qui connaît la prison, il est facile d'imaginer qu'un détenu condamné à une longue peine pour viol acceptera cette solution si on lui donne le choix. De là à l'acceptation pour d'autres détenus de longue durée... La question que se posent les femmes devant le viol, surtout dans cette société capitaliste et patriarcale est pour nous, les mâles, un problème. Tous tant que nous sommes, reconnaissons que le viol est un problème de Société que seule une révolution totale résoudra peut-être. Mais pour autant, doit-on laisser nos compagnes se faire violer jusqu'au Grand Jour de la Révolution ? Bien sûr que non, mais ce n'est pas en allant se réfugier dans les jupons sales des magistrats que la solution sera résolue. Qu'est-ce que pour les féministes, saisir les tribunaux bourgeois de leurs problèmes ? C'est mettre à nu les rapports économiques et sociaux que la norme juridique s'emploie à marquer, afin de mieux les perpétuer. C'est dénoncer leur position économique et sociale et démontrer que la Justice entérine cette position. C'est montrer que les Lois ne leur reconnaissent pas une véritable identité et organisent l'appropriation de la femme par l'homme.

C'est enfin montrer que les tribunaux n'appliquent pas ces lois sexistes quand cette application pourrait remettre en cause le pouvoir de l'homme, et que l'on ne poursuit pour viol que des hommes démunis de tout pouvoir, mais jamais un patron pour viol d'une de ses employées, ou un mari pour viol de sa femme. Voilà à peu près ce que j'ai

retenu de l'analyse de la situation difficile des femmes au travers de leur campagne. C'est demander l'application de lois existantes au détriment d'un pauvre type dans un box des Assises, qui voit que sa condamnation sera plus lourde après le bruit fait autour de son procès.

Faut-il pour que la Justice bourgeoise respecte les droits des femmes attendre qu'un procès ait lieu ? Je ne crois pas qu'en manifestant durant un procès les tribunaux appliqueront plus également des lois sexistes, peut-être accentueront-ils les peines pour les viols par des hommes démunis, mais jamais ils ne condamneront ce qu'eux font dans leurs cabinets avec leurs secrétaires ! De toutes façons, on ne peut pas demander aux loups de se bouffer entre eux. La lutte contre les tribunaux peut se faire aussi hors de la présence d'un violeur dans un box. Le plus grave c'est que je vois une réaction d'insécurité de la part des gens à la suite de cette campagne. Pour eux, seul l'accentuation de la peine compte, pour eux le violeur est celui qui demain pourrait s'attaquer à leur bien, leur objet, leur propriété qu'est leur femme, ou leur fille. Ils ne remettent pas pour autant en cause leurs attitudes phalocraïques et réactionnaires, tout en continuant chez eux à violer leur femme, qui, elle, souvent ne ressent pas ça comme un viol tellement elle est conditionnée dans



leur rôle d'esclave soumise.

Si justement les féministes disent que les patrons ne sont pas condamnés, c'est qu'eux violent souvent « légalement » avec le chantage à l'emploi; que la presse donne souvent l'image du patron entourée de starlettes aux formes « alléchantes » et que, aussi, leur fric leur permet de ne pas violer, grâce aux maisons spécialisées. Puis, dans l'opinion, le patron ne viole pas, c'est la fille qui a succombé, croyant profiter du fric du patron, alors c'est une putain.



1^{er} MAI à LYON:
les Femmes
dans la Rue...

Je crois que c'est un problème auquel il faut s'attaquer plus fortement que de demander les Assises pour les violeurs. Se servir d'un tribunal répressif comme les Assises et parler de classe sociale devant cette juridiction, c'est dangereux et réformiste. Le réformisme on le paye très cher, et l'appui des média (télé, radio, journaux) à cette campagne n'était pas gratuit. Il ne s'agit pas de faire de l'humanisme ni de défendre tel ou tel violeur, mais on ne peut se faire le complice volontaire ou involontaire de la répression, car en vérité, les Assises, comme tout tribunal, ne représentent que la répression. Quand une salle applaudit à une condamnation à mort, les révolutionnaires s'élèvent contre cette démonstration scandaleuse, mais quand un groupe féministe applaudit à la condamnation d'un violeur, on se demande où est la différence.

Quand la presse de gauche hurle au fascisme contre la presse de droite, se félicitant de cette condamnation à mort, la presse de droite et celle de gauche se félicitent quand les féministes obtiennent un renvoi devant les Assises, cela est écoeurant. Et demain, le système étatique de gauche ou de son extrême maintiendra les mêmes tribunaux, ou d'autres. Alors où est la différence ?

Remplacer des institutions par d'autres où est la différence ? Le viol est un problème de société que je ne vois résolu que dans une société libertaire... Le viol a pour le moment toujours été un acte de victoire des vainqueurs sur les vaincus; il fait donc partie d'une des causes sociales de la délinquance. Les magistrats de droite aggravent les peines pour satisfaire les cris des féministes; ceux de gauche ne dénoncent que le code pénal qui prévoit des peines de vingt ans à la mort pour viol et demandent que les privilèges s'éteignent pour pouvoir condamner les patrons. Bref, c'est toujours de la répression. Si cette campagne pour envoyer les violeurs devant les assises devient une sorte de dissuasion pour éviter le viol, alors là c'est plutôt réactionnaire. En URSS on combat le viol par la peine de mort. Il ne faut pas oublier non plus que le viol n'est pas le fait que de phalocrates; il y a aussi ceux commis par certains sur des gamines de 7 ou 8 ans, ceux commis par les pères sur leurs enfants et ceux commis par des sois-disant déséquilibrés. Ces cas sont plus nombreux que les viols dits phalocratiques.

Pour éviter toute confusion on signale que si le copain a écrit l'article ci-dessus est en taule ça n'a rien à voir avec le viol.

**PETITE COMMUNICATION COMME ÇA
D'UNE COPINE, SANS MINIMISER**

On ne peut pas vraiment jeter la pierre à quelqu'un qui viole une femme, s'il n'est pas phalocrate, parce qu'il se bloque devant la négativité des femmes dans sa vie journalière. Car les femmes se trouvent elles-mêmes agressées du matin jusqu'au soir par l'attitude des bipèdes mâles qu'elles rencontrent dans la rue, au travail, et par ce que les mass-média, la publicité, font d'elles. Elles ne peuvent répondre à cette aggression que par une agressivité défensive, non par peur du viol, mais par lassitude ou par révolte.



FETE DES MERES OU FETE DES FEMMES?

Le Centre des Femmes de Lyon organise un goûter sur l'herbe de la «pelouse aux ébats» du Parc de la Tête d'Or, le Dimanche 5 juin après-midi. Tout le monde est invité pour demander la suppression de ce jour béni entre toutes les fêtes et la reconnaissance du 8 mars comme Journée Internationale des Femmes.

ESPAGNE

La plupart des lecteurs se souviennent de la grève de La Roca, une entreprise de 6.000 travailleurs dans la banlieue ouvrière de Barcelone, qui fabrique des appareils sanitaires. Malgré les conditions de travail particulièrement difficiles et insalubres, aucun conflit de grande ampleur n'avait perturbé cette entreprise « paternaliste » dont les Commissions Ouvrières contrôlaient le « thermomètre » revendicatif.

Pourtant en mars 1976, une grève sauvage éclate, elle va durer 41 jours. Au niveau des revendications des travailleurs (salariale et sur les conditions de travail) cette grève est un échec, mais les travailleurs se rendent compte que les délégués du CNS (syndicat vertical) qui s'engagent dans la lutte sont très rares (pour ne pas dire inexistant).

Le moyen de s'organiser en dehors du CNS s'affirme pour tous les ouvriers, en juin les travailleurs décident d'élire leurs propres délégués en assemblée générale; ceux-ci élisent un comité composé de 15 d'entre eux. Lors du renouvellement des conventions collectives, 5 délégués du comité essaient d'être reconnus par le patronat comme représentant des travailleurs. Ils présentent une plate-forme revendicative décidée en assemblée générale. Le patronat refuse et propose une augmentation de salaire. Une grève de 24 heures est déclenchée le 7 novembre alors la repression frappe : un ouvrier et un délégué sont licenciés. La riposte est immédiate, le 8 novembre l'usine est en grève générale avec occupation. La garde civile délègue les grévistes à la matraque. Les travailleurs organisent leur défense, la longue lutte va durer jusqu'au 31 janvier 77.

Les femmes des travailleurs de Roca

Tout au long de cette lutte, les femmes seront aux côtés des travailleurs. Pendant les manifestations mais aussi dans les piquets de grève et chez elles quand des groupes fascistes viendront attaquer leur maison. Et ce sera pour toutes ces femmes le point de départ de nombreuses découvertes. Elles découvrent l'hostilité, au début, quand elles vont devant l'usine pour empêcher certains travailleurs de rentrer dans l'usine. Elles leur disent « Nous, nous ne voulons pas rentrer, nous voulons rentrer tous ensemble. TOUS OU PERSONNE et tous dans la rue... » et elles ajoutent (1) : « il fallait les empêcher d'aller travailler par tous les moyens. Quand nous allions leur dire - écoutez, pourquoi aller travailler alors qu'il y a 4.800 pères de famille dans la rue ? - ils commençaient à nous insulter, ils nous traitaient de terroristes, de voleuses, de criminelles et de putes... » Elles rencontraient aussi de l'hostilité de la part des habitants de Gavà. Il faut dire que le patronat local a bien fait les choses, en créant des logements pour les travailleurs à deux pas de l'usine. C'est le ghetto, évidemment il n'y a pas de métro à prendre pour se rendre au travail, mais c'est quand même boulot, dodo à « Poblado de Roca » (le nom de la cité ouvrière). Voilà ce que disent les femmes de l'accueil qu'elles reçurent des habitants de Gavà : « Les gens de Gavà disent que nous sommes des russes, des putes, des indiens, des hérétiques, des terroristes, qu'on devrait nous envoyer la « garde civile » parce que nous sommes ce qu'il y a de plus vil en Catalogne. »

Ces femmes vont découvrir aussi la violence de l'Etat :

Au niveau de leur corps, pendant les manifestations, elles apprennent à courir, à se défendre en lançant des briques pour bombarder un groupe de fascistes qui venait de tabasser un délégué de Roca.

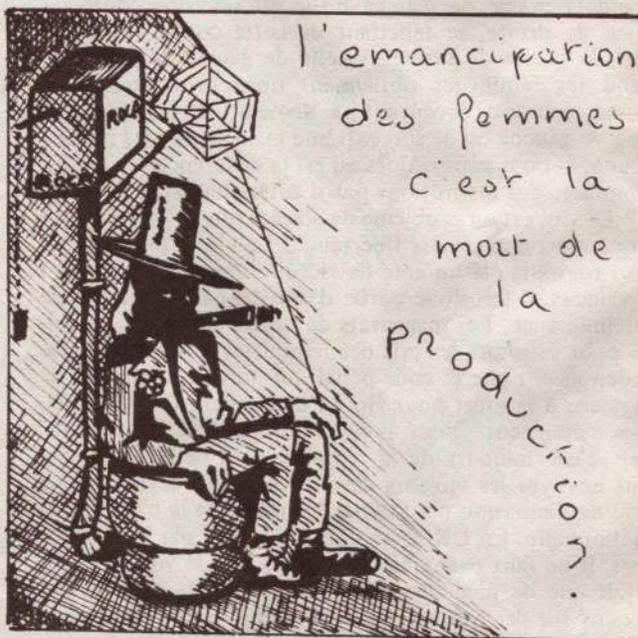
quand les femmes
sortent de leur

CUISINE

Les enfants vivent aussi la violence. Ils deviennent vite des « terroristes », comme dira cette femme de Roca en expliquant une anecdote significative sur son gamin âgé de 7 ans (2).

« ... pour Noël, La Roca offre des jouets aux enfants du personnel, cette année mon fils a reçu une mitraillette. Il est venu avec cette mitraillette et il m'a dit Maman, maman, c'est comme si c'était une vraie, avec ça je vais pouvoir tuer des gardes civils ». Et cette femme ajoute : « si mon fils est devenu terroriste c'est parce qu'ils l'ont fait devenir ainsi, et je suis contente qu'il soit terroriste de notre côté ».

Les femmes de La Roca sont des ménagères, elles vont s'en rendre compte pendant ces jours de lutte. Elles s'aperçoivent que leur mari ne les aide en rien en ce qui concerne les tâches domestiques, même dans les circonstances de la grève, ils ne font aucun effort. Que de choses à faire et à faire comprendre ! Prendre ses propres affaires en main, c'est ce que vont faire un certain nombre de ces femmes qui vont se rendre à des réunions de groupes de femmes pour expliquer la grève qui est aussi leur grève. Il faut rappeler encore une anecdote que raconte une femme de La Roca sur son mari (3) un soir, elle est invitée à une de ces réunions de femmes, comment y aller ? avec les enfants à garder, elle laisse un mot à son mari pour qu'il se charge de faire manger les enfants. Quand elle revient chez elle, elle trouve son mari qui regarde la télé, elle lui demande



s'il a mangé et fait manger les enfants, il répond alors: les enfants, je les ai emmené chez Mme X., une voisine ! Et voilà, dira cette femme, en plus il se décharge des tâches domestiques sur une autre femme.

Les femmes de Roca ont certainement appris beaucoup sur leur condition de femme, et en peu de temps. Elles auront connu aussi la solidarité d'un nombre réduit d'autres femmes; et c'est grâce à cette minorité qu'elles ont fait entendre leur voix et qu'elles apprennent aussi beaucoup à d'autres femmes, à moi, par exemple, qui ai voulu diffuser leur prise de parole. Parole, qui selon *Femmes Libres (Mujeres Libres)* leur a été refusée au cours d'un meeting féministe à Barcelone, auquel assistaient 400 femmes!

Quand les femmes de Roca rencontrent Mujeres Libres (4) de Barcelone

Il est important de signaler pour conclure, l'apport de ce groupe de femmes dans la lutte de Roca. Femmes Libres a été un des seuls groupes de femmes à se solidariser totalement et concrètement avec les femmes des travailleurs de Roca. Voici un extrait de ce qu'elles ont déclaré à propos de celles qui avaient refusé la parole aux femmes de Roca (texte traduit dans *Espoir* du 23 janvier 77 et extrait de *Hablan las mujeres de Roca*, brochure éditée par Mujeres Libres) « Nous nous demandons quel est ce féminisme qui reste indifférent aux luttes de nos camarades face à l'oppression, quel est ce féminisme qui crie liberté, boycott et autres slogans de politicards, et qui

tolère qu'en son propre sein on réduise au silence des camarades de Roca. Les laisser s'exprimer aurait permis de rompre le mutisme qu'observent aujourd'hui les media. Si cela s'appelle féminisme, alors fuyons le. Mais les militantes des groupes féministes ne sont peut-être que des femmes qui s'expriment seulement en tant que femmes. Alors, honte à vous camarades! ».

(1) Ces déclarations sont extraites de la brochure *Hablan las mujeres de Roca*, Les Femmes de Roca éditée à Barcelone par le groupe Mujeres Libres.

(2) L'anecdote est extraite d'un enregistrement sur cassette.

(3) Enregistrement sur cassette.

(4) Mujeres Libres est un organisation féminine libertaire qui fut créée un peu avant le mois de juillet 1936 et qui développa ses activités en Espagne jusqu'en février 1939. Un livre sur cette organisation, historique, traduit de l'Espagnol, paraîtra bientôt en français.

Il est bon de signaler que Mujeres Libres renaît en Espagne sous l'impulsion de groupes de femmes à Madrid, Valence, en Andalousie, à Barcelone. Ce mouvement est en train de se structurer en fédérations de groupes locaux afin d'arriver à une coordination nationale. Le groupe de Barcelone a notamment déclaré à *A-Rivista Anarchica* (revue italienne), en février 1977 « pour Mujeres Libres, le problème fondamental n'est pas la libération de la femme en soi, mais d'atteindre cette libération dans un cadre plus général de l'émancipation de tous les travailleurs et dans une perspective libertaire ».

ONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROL AL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CONTROLE SOCIAL/ CO

Quatre éducateurs travaillent auprès du groupe d'enfants Les Ecurieils. Un groupe dit expérimental, parce que le groupe est d'âge vertical (8 à 14 ans), parce que, contrairement aux autres groupes de l'établissement, les relations avec les familles sont organisées dans le cadre des horaires et parce que tous les enfants, sauf un, sont nouvellement arrivés.

Le projet de travail éducatif a été élaboré par la direction, et imposé au personnel d'encadrement du groupe. Une seule éducatrice, ancienne dans l'établissement, la responsable du groupe (n'y a-t-il qu'une seule personne responsable du groupe quand trois autres travaillent dedans?) est chargée de ce travail dans le cadre de ses horaires.

J.L., un enfant du groupe me demande à plusieurs reprises quand est ce que je l'emmènerais chez lui. Il me parle de sa maison comme s'il voulait me convaincre d'y venir. J.L. désire manifestement que je vienne chez lui.

Un jour que sa maman le raccompagne d'un week-end, je lui demande si elle veut bien que je rende visite à J.L., chez eux en dehors de mes heures de travail.

L'accueil est très chaleureux, je reste plusieurs heures près d'eux à partager leur vie.

Je suis venu comme une personne qui rend visite à d'autres personnes, et non pas en tant qu'éducateur de J.L. envoyé par l'établissement pour aborder des problèmes d'ordre professionnels ou pour obtenir des renseignements.

Je suis venu parce que cela me faisais plaisir de le faire, parce que je pense que cela devait faire plaisir à J.L., parce que j'étais content de faire connaissance avec sa famille et son milieu de vie.

Et ainsi, je crois beaucoup plus aider J.L. que de n'importe quelle autre façon.

Trois jours après le directeur me demande en insistant lourdement, de rédiger par écrit le compte-rendu de ma visite chez cette famille. Je refuse fermement de me plier à cette demande, parce que je n'ai aucun compte à rendre à mon employeur de mes activités personnelles en dehors de

mes horaires de travail. Le directeur me demande alors d'expliquer par écrit mon refus. Ce que je refuse également fermement.

Cette dernière demande me laisse sentir une intention de répression à l'égard de mon refus; je n'arrive pas à trouver une autre justification à cette attitude (sauf éventuellement, le désir de se couvrir vis à vis de la hiérarchie).

Le contact que j'ai eu avec cette famille s'est produit en dehors de tout contrôle de l'établissement. A partir de l'instant où l'enfant, la famille, et moi-même désirions cette visite, ma démarche ne pouvait être que constructive pour l'enfant. Il est curieux d'observer la sensibilité d'un service de l'enfance inadaptée à une action qui échappe à son contrôle.

Le directeur, aussitôt informé de ma démarche, a tenté de s'approprier le contrôle de la relation entre la famille et moi-même, le contrôle des renseignements concernant la famille. La nécessité du contrôle par l'établissement ne peut se justifier par la recherche de l'intérêt de l'enfant et de la famille. Ce contrôle n'étant pas nécessaire pour atteindre ce but. Le contrôle par l'établissement est nécessaire pour pouvoir intervenir.

Par conséquent, cette nécessité de contrôle peut servir d'autres intérêts divergents voire opposés aux intérêts des usagers.

La nécessité du contrôle par les services sociaux des usagers, sert l'idéologie capitaliste et la morale bourgeoise et indirectement le système de classes et son meilleur fonctionnement.

Le contrôle des services sociaux sur les usagers ne s'applique pas pour servir les intérêts réels des usagers, mais pour réintégrer en priorité, les usagers déviants dans le système de classes (tout en laissant entendre que le seul but visé est l'intérêt des usagers).

L'éducateur, quand il joue le rôle qu'on lui demande, est un instrument qui exerce le contrôle en vue de réintégrer le déviant dans le système de classes au profit des classes privilégiées.

SECONDE MARCHÉ INTERNATIONALE NON-VIOLENTE POUR LA DEMILITARISATION

Dates / lieux: 14 – 21 juillet Marche internationale Haguenau-Landau-Lauterburg
23 – 29 juillet, déplacement par bicyclette, bus, autos de Lauterburg à Malville
30 – 31 juillet, manifestation à Malville
02 – 12 août: a) Marche en Sardaigne, dates non confirmées
b) déplacement jusqu'au Larzac
13 – 15 août, rassemblement au Larzac

Plateforme : Ci-dessous les points acceptés pour la plateforme

1. Pour la démilitarisation de la société
2. Pour l'abolition de tous les blocs militaires (OTAN et Pacte de Varsovie)
3. Pour l'établissement immédiat d'une défense populaire non-violente, pour amener au désarmement total
4. Contre l'extension des camps militaires et l'interdiction des manœuvres en terrain libre
5. Contre l'absurdité de la stratégie nucléaire, la suppression des missiles Pluton et de tout armement atomique
6. Contre l'usage de l'énergie atomique qui renforce les régimes militaires et favorise la prolifération des armes nucléaires
7. Pour la reconversion des structures et budgets militaires en fonds à usage civils et sociaux.
8. Pour mettre un terme à l'exploitation des peuples par la construction et le commerce des armes.
9. Pour l'abolition de la justice militaire et des tribunaux d'exception dans tous les pays.
10. En faveur de l'objection de conscience à tout moment et pour toute raison et ce dans tous les pays.
11. En faveur de l'insoumission antimilitariste à la conscription.
12. Pour la libération des objecteurs, insoumis et soldats emprisonnés.
13. Pour la reconnaissance des droits civils aux soldats (volontaires comme conscrits) et en particulier leur liberté de parole et d'association.
14. Pour dénoncer le mythe de « la guerre morte » qui favorise la cause du militarisme et du commerce des armes.

Buts spécifiques : La plateforme ci-dessus est considérée comme étant la politique de base d'un nouveau mouvement antimilitariste international. Les principes contenus sont constants ; les buts des actions et des campagnes changent plus rapidement selon les événements et les circonstances locales.

C'est pourquoi les buts ci-dessous ont été acceptés comme buts premiers des actions de cet été.

1. L'opposition aux missiles nucléaires, spécialement à Haguenau mais aussi partout ailleurs.
2. Pour aider à internationaliser les luttes non-violentes
3. L'opposition à la justice militaire et aux tribunaux d'exception
4. L'opposition à toutes les centrales nucléaires et spécialement à Lauterburg.

L'ARMÉE MERISI

FIN FEVRIER: Landau RFA: suicide ? meurtre ?

27 février Emmanuel Belkessa est mort à la prison forteresse de Landau. **SUICIDE:** le sergent Cousine qui effectuait son service militaire à Neustadt s'est tiré une balle de fusil dans la gorge, alors qu'il montait la garde à la forteresse de Landau. Nous n'avons aucune précision sur les circonstances de ce suicide.

MARS: Deux morts au camp de Canjuers. Raisons: accident de la route, la piste a cédé sous le blindé.

Un marin allemand gravement blessé du côté de l'île du Levant par un missile français.

Un attentat a eu lieu contre le pylone électrique, privant le camp de Canjuers de jus pendant le week-end du 12 au 13 mars. Cet attentat a été revendiqué par le groupe Jean Luc Million qui voulait protester contre la militarisation du haut Var, et qui voulait ainsi venger la mort de deux appelés, Calvez et Grimard, morts dans un accident de blindé.

Un mirage trois de la base aérienne de Creil (Oise) s'est écrasé le 18 mars avant douze heures sur une maison de Caudry. L'armée communique « l'appareil est devenu incontrôlable pour une cause indéterminée, le pilote très expérimenté a tenté jusqu'au dernier moment de reprendre le contrôle de son avion pour éviter la zone habitée ».

Conclusion: Une femme grièvement blessée et son fils de six mois retrouvé mort dans l'après midi. Une femme et deux enfants légèrement blessés; ils occupaient une maison située à proximité du lieu de l'accident. Un mort. Le pilote.

Alain Paumard, soldat au quatrième RI de lalande d'Ouvé est mort. Physiquement il n'était pas en état de supporter trop d'efforts violents.

DEBUT AVRIL: un adjudant du 8^{ème} RI s'est fait déchi- queter par une grenade offensive au cours d'une manœuvre
MI-AVRIL: au 94^{ème} RI d'Etain, le soldat Pujol, exempté de pilotage de char en raison d'ennui physiques été forcé de sauter un obstacle de trois mètres cinquante. Résultat: il est resté trois semaines paralysé et des complications sont à craindre.

Un militaire du premier régiment de dragons vient de mourir à l'hôpital militaire de Colmart des suites d'une méningite. Tous les bidasses du premier dragon de Lure sont consignés dans leur caserne. Par contre les gradés ne le sont pas, et peuvent trimbaler librement leurs microbes en ville.

Hervé Perrin qui effectuait son service militaire au 8^{ème} RD est mort au camp de Mourmelon. Au cours d'un exercice de nuit, il a été tué par le canon du char qui suivait le sien. Les deux blindés roulaient tous feux éteints, et se dirigeaient grâce à un système infra-rouge quand l'accident a eu lieu.

DOSSIER
DOSSIER
DOSSIER
DOSSIER
DOSSIER
DOSSIER
DOSSIER



LE PARC DES ECRINS



● LA RESISTIBLE ASCENSION DE L'ÉCOLOGIE RECUPERÉE.

Au cours des années soixantes l'opinion publique française prend peu à peu conscience de la nécessité de protéger l'environnement; aussi l'Etat paraît-il contraint de créer, dans le territoire national, des réserves naturelles d'un genre nouveau. (1) qu'il nomme si joliment « parcs nationaux ».

C'est dans ce contexte que le parc national de La Vanoise, premier du genre sur le sol français, né en 1963. Il a été bien entendu pris grand soin de ne pas entraver le « développement touristique du massif tous les sites skiables de la région des trois vallées, déjà aménagés comme ceux de Pralognan, Courchevel, Méribel les allues, ou en passe de l'être comme ceux des Ménuires-val thorens, ont été systématiquement exclus de la zone centrale du parc; de même, les glaciers du col de l'Iseran (Grand Pissailles) et de la Grande Motte ont été transférés à la zone périphérique du parc (2) pour que Val d'Isère, puis Tignes puissent accéder au ski d'été. Et, quelques années plus tard il a fallu une protestation nationale de grande ampleur pour éviter que le site de l'ex-futur Val Chavière ne soit troqué dans un dernier charcutage du tracé du parc, contre des alpages et des forêts. Le glacier de Chavière, inclus dans la zone centrale du parc est du reste aujourd'hui équipé en remontées mécaniques dépendant du Val Thorens...

Rapidement, de nouveaux parcs nationaux s'emparent ensuite des principaux massifs montagnards français; parmi eux, les Ecrins, le plus grand de France (le moins petit: zone central de 870 Kms², dont 1/10 de glaciers environ, soit 1/600^{ème} à peu près du territoire métropolitain,) voit le jour en 1974. Il est même inauguré par le premier ministre de l'époque. Car la propagande officielle enfourche alors à son propos le cheval de l'écologie: on parle pêle mêle de sauver les sites en péril (tiens, ils sont donc menacés, pourquoi? par quoi? par qui?), de protéger les richesses naturelles (quel nom évocateur!), de préserver les équilibres biologiques de freiner l'exode rural, de redonner vie aux hautes vallées alpêtres etc.

Quel concert! de si bonnes intentions proclamées si fort et surtout si tard ont l'air suspectes. Ce n'est que sous la pression de l'opinion publique, on l'a vu, que l'Etat se résigne à créer des parcs nationaux. De vant la progression catastrophique du béton en zone touristique, il se voit mis en demeure d'opposer sur les plus beaux sites, des interdits légaux aux opérations immobilières des promoteurs et aux massacres des chasseurs. Les pouvoirs publics peuvent alors récupérer la vogue dont les parcs nationaux étrangers jouissent auprès d'un nombre de plus en plus grand de français. Ils se font cependant suffisamment tirer l'oreille pour que les bonnes gens puissent apprécier l'effort consenti; ce qui leur permet de se présenter comme mandatés par la majorité des citoyens en face d'agriculteurs légitimement inquiets. Car la progression des idées écologiques est grosse de risques politiques: et si les citoyens demandaient des comptes à un Etat imprévoyant, dupe ou complice qui a permis aux intérêts privés nationaux et multinationaux de saccager et de polluer le territoire national? Si, donc, ils réclamaient des mesures énergiques et immédiates pour préserver partout ce qui peut l'être encore? pire: si, devant l'incurie étatique dans

ce domaine, ils prenaient eux mêmes en charge l'aménagement du territoire? S'ils refusaient la logique du profit, de la croissance à tout prix que syndicats et partis de gauche acceptent pourtant plus ou moins naïvement ou dogmatiquement par peur du chômage? L'Etat prend devant pareil menace le parti de leur jeter en pâture quelques parcs qui ne font que caricaturer la protection de l'environnement d'une façon tout à fait récupérable, qui ne sont que des voies de garages pour une écologie politique autrement subversive. Tel est le sens du battage publicitaire du début des années 70; Telle est la redoutable mystification que l'Etat et ses commanditaires inavoués opèrent en paraissant céder à la volonté générale.

Quelles sont donc les véritables raisons de la création des parcs nationaux? A quoi servent ils? Qui en tire profit? Ils répondent, à notre avis, à une double nécessité: à la fois financière et idéologique.

D'une part, en délimitant et en réglementant des espaces que l'on vend littéralement, par visites, randonnées, safaris photos, tours hélicoptères, conférences, livres, topos, souvenirs etc..., interposés, on investit dans un secteur touristique nouveau au fort taux de profit. En effet, les sites skiables se font rares; De surcroît le ski alpins traditionnel avec ses corollaires obligés, le bétonnage à outrance, la défiguration de la haute montagne est de plus en plus remis en cause.

D'autre part en se faisant le protecteur de quelques kilomètres carrés de terres magnifiques mais impropres à l'implantation de stations de ski, l'Etat peut impunément piller et laisse piller, détruire et laisser détruire, polluer et laisser polluer la quasi-totalité du territoire; la périphérie des parcs nationaux, entre autres, est édifiante à cet égard! Dans ce transfert idéologique, dans la légitimation a-contrario de l'action de l'Etat réside sans doute la grande mystification dont les parcs nationaux sont porteurs. A quoi s'ajoute, aspect non-négligeable, le renforcement du rôle providentiel de l'Etat, prenant apparemment en la sauvegarde de la nature qui n'avait pas pu être assurée jusqu'ici, l'Etat se conforte dans sa fonction d'ultime secours de dernier recours. Compétent, omnipotent, ses spécialistes sont présentés puis perçus comme les seuls capables de préserver la population des dangers de toute sorte qui la guettent.

Pourquoi un parc national dans le massif des écrins

C'est le dernier grand massif alpin sauvage, avance-t-on. En effet, il est difficile d'imaginer l'implantation d'un parc dans le massif du Mont Blanc; il faudrait limiter les conséquences néfastes du tourisme transhumant actuel à Chamonix. La Vanoise? On a vu qu'un parc national, bien que rogné de toute part (au nord est par Val d'Isère, Tignes et leurs satellites, Col de l'Iseran, Super-Tignes, Val Claret; au sud ouest, par Val Thorens), y est tracé depuis 1963. Le Mercantour? Trop petit pour une opération de prestige, surtout depuis la publication en 1965, par le ministre de l'équipement, d'un « plan neige » donnant satisfaction aux promoteurs intéressés qui amputent le futur parc de la moitié de son étendue; en fait, les stations de

ski existantes (Isola 2000) et à venir (sur les sites de Casterino, Mollières les adus, Sestrières, San guinières3), non seulement limiteront l'extension prévisible du successeur probable du parc national des écrins, mais encore le scinderont en deux et peut être en quatre; de plus l'enquête publique obligatoire lancée en 1974 a révélé qu'il était en butte à d'acribes critiques, dont certaines nous semblent fort pertinentes, de la part d'habitants des hautes vallées nicoises qui dénoncent les trusts financiers derrière l'Etat et que choque l'aspect élitiste et repressif d'une telle institution. Les Ecrins restent donc. L'Etat fait de ce massif un parc national. Qui une telle opération gêne-t-elle? A coup sûr, aucun groupe de pression: ni les promoteurs, ni l'armée, peu de chasseurs. Regardons le tracé définitif (?) du parc. Voir croquis numéro un.

Au nord, on ôte (avant création: il faut éviter la réédition de bévues du type Val Chavière) le superbe et presque unique glacier de calotte du massif qui culmine au dôme de la Lauze (glacier de Mont de Lans et de la Girose): la station des Deux Alpes s'agrandit alors en paix et rejoint le club très sélect des stations internationales ouvertes toute l'année... Amputant donc le parc de la plus grande calotte glacière du massif, la limite zone centrale zone périphérique court sur le fil de l'arête qui va du pic de la Grave au Rateau, évite le petit glacier du Vallon, skiable lui aussi, descend vers la Grave par un itinéraire tel qu'un télécabine venu du village puisse, par le col des Ruillans rejoindre le dôme de la Lauze un des derniers sites sauvages de la haute montagne, au pied des faces nord de la Meije et du Rateau, et défiguré de façon indélébile. Voir croquis numéro deux. Il faut bien penser aux autochtones, laissent entendre certains... Les places de perchistes, de poinçonneurs, leur seront bien sûr réservés. A la fin du siècle dernier, alors, quasi seule, l'armée s'était jusque là intéressée au massif pour le cartographe (une des pointes du Pelvoux porte le nom de Durand, capitaine chargé de cette tâche), l'anglais Whimper s'enthousiasmait devant l'enchevêtrement régulier des glaciers de la Meije; aujourd'hui, il ne pourrait plus que s'extasier devant la splendide télécabine qui troue la forêt!

A l'ouest, dans la vallée de Vallouise, en face de Pelvoux, Puy saint Vincent naît, puis se développe sans histoires le tracé du parc l'esquive. Et comble de l'indécence, la station s'ennorgueillit d'être sise aux portes du parc national! Même topo sur l'enclave d'Orcières-Merlette: le grand lac des Estaris et des environs immédiats, au nord est de la station, ont mêmes été placés « réserves naturelles », donc rattachés administrativement à la zone périphérique du parc, sans doute en vue de leur équipement ultérieur en remontées mécaniques etc... D'autres petites stations sortent du sol ou sortiront, à la périphérie immédiate du parc (Col d'Ornon, par exemple).

Certains tours et détours d'un tracé trop tarabisquotés pour être honnêtes s'expliquent par les pressions des chasseurs. Après les promoteurs, les sociétés de chasse! Des montagnes entières ont été bannies du parc pour que les animaux qui y survivaient difficilement puissent être abtus sereinement, légalement; force était en effet d'interdire la chasse dans la zone centrale du parc. Ainsi dans le Val Jouffrey tous les revers nord du groupe des Souffles et du Clotonnet ne font pas partie de la zone centrale du parc; pourtant, ils sont impropres à toute autre activité (transhumance). De même, le tracé du parc sépare en deux parties le massif du Soreiller, excluant de la zone centrale les aiguilles du Plat de la Selle et Dibona pour des raisons sans doute analogues. Les exceptions restantes proviennent du louable souci de ne pas exclure de la zone centrale du parc des espaces encore batissables. Chaque

village pourra s'étoffer d'autant de résidences secondaires qu'il voudra. A Valsenestre par exemple, village dont l'accès est bloqué par les avalanches tout l'hiver, sans habitants, mais déjà riche de résidences secondaires, il y a place pour construire dix fois plus de chalets. Officiellement bien sûr, il s'agit que de laisser la libre disposition de leurs champs à des agriculteurs que l'on condamne par ailleurs à la mort lente en abandonnant une desserte ferroviaire ici, une agence postale là; l'agriculture de montagne, traditionnellement polyvalente, n'est en effet pas jugée rentable (3).

Suivons encore le tracé du parc national avec des yeux attentifs: tous les sites facilement viabilisables, à l'abri des avalanches régulières, ont été préservés des interdictions du parc! Il est dès lors facile de comprendre pourquoi les



écrins sont restés si longtemps sauvages, pourquoi il a été possible d'y tracer un parc national: le massif est en majeure partie inhospitalier, ses versants sont abrupts, avalan-

cheux, ses clapiers innombrables, ses glaciers non-aménageables pour le ski de piste, mis à part la calotte du dôme de la Lauze. Ses villages ancestraux sont blottis au fond des auges glacières: la vie pérenne ne dépasse pas treize cent mètres dans le Val Joffrey (le désert), quatorze cent mètres dans le Valgaudemar (Rif du Sap), quinze cent mètres dans la Vallouise (ailefroide) et la vallée de la Romanche (la grave), seize cent mètres dans la vallée de Guisane (le lauzet). Si le ski de piste ne s'est pas beaucoup développé dans le massif des écrins, ce n'est pas parce qu'un règlement le lui interdisait, mais bien parce que les clapiers des hautes vallées n'offrent pas de sites comparables, de ce point de vue, aux alpages de la Vanoise ou d'ailleurs. Les pierriers de la base de l'auge glacière n'ont jamais pu abriter que des lapins: à ce titre, ils ont du reste été exclus de la zone centrale du parc. Le détail du tracé est très significatif à cet égard (vallée du Valjoffrey par exemple).

Qu'on ne nous rebatte plus les oreilles de sauvegarde des sites pour justifier les limites du parc: partout où les conditions l'ont permis, le béton, l'acier se sont installés. C'est d'abord parce qu'il n'était pas propice à d'autres activités plus lucratives à court terme que le massif des écrins a été choisi pour y implanter un parc national; c'est aussi parce qu'il a été fort justement estimé, dans la foulée de la mode écologique, qu'une telle opération serait néanmoins rentable.

On vend du parc

Sous le fallacieux prétexte de freiner l'exode rural en montagne, de redonner vie à la zone alpestre, des promoteurs battissent de toute pièce des stations dites intégrées (loisir, service, commerce, etc: tout est regroupé dans la véritable ville que constitue la station); des parcs nationaux sont créés; pendant ce temps plus bas des villages meurent, faute d'un minimum de services (poste, école, déneigement parfois). Les grands bénéficiaires en sont bien sûr les agriculteurs qui, on l'a vu, se reconvertisent: perchistes, poinçonneurs, personnel hôtelier subalterne (femmes de chambre), gardes de parc, etc. Les plus malins de ceux qui possèdent quelques terrains bien situés spéculent. Loin de redonner vie à la montagne, le tourisme pourrit tout. Quand aux obstinés qui s'entêtent à cultiver la terre ils sont exploités différemment: les marchands les font littéralement visiter aux citadins en mal de dépaysement: ainsi, les Arcs, stations d'avant garde sis à la périphérie du parc national de La Vanoise, organise des tours guidés de vieux villages, des rencontres avec Les gens du cru, dont le mode de vie est présenté comme passé ou original, etc. Et les Arcs ne sont pas une exception: ils préfigurent ce qui devient la règle. Les médias forgent les tendances nouvelles du tourisme: ils exhument le vieux mythe rousseauiste d'amour de la terre, espace de liberté, déformé par l'action française de l'entre deux guerres (retour à la terre); mais, cette fois, il s'agit de commercialiser l'espace dit libre, l'espace peu pollué. A cette fin, on l'organise, ce qui ne va pas sans conséquences; nous y reviendront. Heureusement, il y a parfois des agriculteurs qui s'alarment, qui refusent de se muer en objets de curiosité pour citadins (dans la haute Tarentaise par exemple), des vacanciers que choquent ces

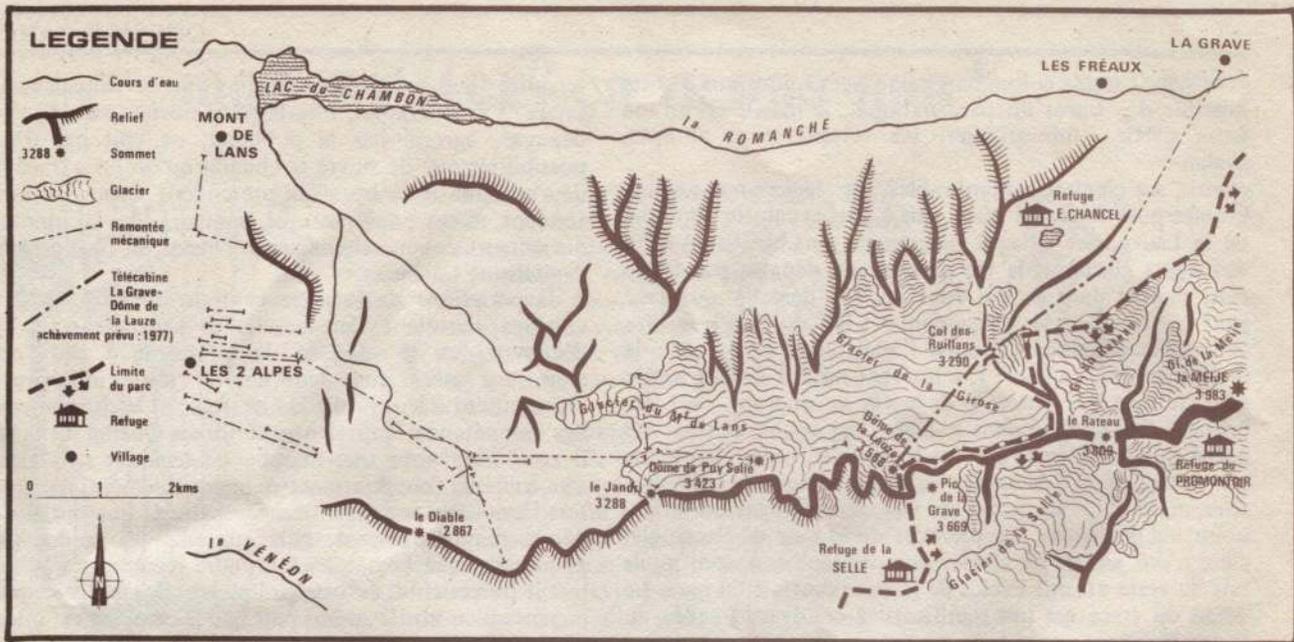
schémas mercantiles. Mais ils sont encore trop peu nombreux. Car le citadin, montagnard novice par définition, dépaycé, agressé par la publicité, ne voit pas d'autres possibilités que de suivre le chemin qu'on lui a tracé, que de s'en remettre à ceux qui prétendent savoir. Et ceux-là vendent. Sites, habitants et animaux de la montagne deviennent des marchandises à l'instar de tout ce que le capitalisme touche.

A la périphérie de la zone centrale du Parc, là où les voitures s'arrêtent, les marchands s'installent: ils font découvrir, en la vendant, la montagne à ceux qu'ils méprisent assez pour leur enlever toute initiative. Ils reproduisent à leur profit la hiérarchie et le cloisonnement des compétences qu'ils ont intériorisés. Quelqu'un se sent-il assez libre pour oser marcher et regarder sans aide, il sera traité de fou; Pourtant, immanquablement, il empruntera les seuls sentiers fléchés, balisés, que lui auront décrit minutieusement, puis conseillé les guides topographiques que la publicité lui aura recommandé d'acheter. Il ira coucher, en bon ordre, dans des refuges bondés, payants bien sûr. D'autant plus que le camping est interdit par le règlement du Parc. Il est aisé de pressentir la fonction d'un tel règlement.

Sentiers, refuges, guides, et topos réalisent un véritable quadrillage de la montagne, au moment où, dans d'autres pays comme la Scandinavie s'impose la nécessité de laisser franc de toute trace humaine permanente une partie du territoire, pour que chacun puisse, s'il le désire se donner le plaisir de chercher son itinéraire, de ne pas se conformer aux indications laissées par son prédécesseur; dans cette optique, il est même envisagé de ne pas cartographier certains massifs.

Tout concourt à faire des parcs nationaux de gigantesques parcs d'attractions. Les dangers de la montagne, que les médias, suivant en cela le Ministère de l'Intérieur, ressortent à chaque accident, ne sont même bien souvent mis en avant que pour mieux encadrer et diriger les touristes vers les guichets de toutes sortes.

En fait, point besoin d'idées, ni même de désirs; il suffit de venir avec de l'argent. Le reste vous sera donné de surcroît, bonnes gens! Ballotté de safari-photo en excursion guidée, de randonnée commentée en conférence, le cadre en vacances partira déboussolé, mais comblé. Il aura tourné la tête à droite, puis à gauche cent fois par jour. Il n'aura pas trop d'une année pour se remettre de ce foisonnement d'impressions apparemment hétéroclites qui toutes, par leur spécificité et leur répétition concourent à le rendre plus dépendant, plus passif. Il se promettra de ne pas rater l'an prochain le tour hélicoptère du massif, qu'il n'a pu se payer cette année, quitte à faire quelques heures supplémentaires! D'ailleurs, sa force de travail retrouvée, son esprit critique submergé par la foule d'images entrevues, par l'agitation continuelle digne de la ville, il est fin prêt à reprendre la coller. Le massif, que le Parc, entre autres, livre aux marchands qui le monopolisent, n'est tout de même pas, on l'a deviné, pour l'OS. Il faut un porte-feuille bien garni pour accéder aux zones pas encore trop polluées. La montagne, en système capitaliste, ne peut être un havre démocratique. Le Parc promeut et organise la vente de la montagne. C'est là sa véritable fonction. Aux portes du Parc, on loue, on vend... Mais il y a pire encore. Car il est dans la nature du capital de tout transformer en marchandise. Les parcs nationaux n'ont cependant pas été créés pour le seul profit; ils répondent aussi à une nécessité pressante: détourner la colère de la population devant la dégradation de son environnement.



Les Idéologies véhiculées par les Parcs

Elles convergent toutes vers le même but: laisser les coudees franches au Capital pour aménager à son profit le territoire qu'il gère. Pour que le bénéfice soit maximum, il importe que l'espace ne soit pas soumis à des contraintes collectives du type de celles qui sont mortes en 1789. D'où la création de parcs nationaux dont le règlement ne brime que les individus et laisse à la disposition des promoteurs les immensités hors-parcs. Après quoi, on l'a vu, il est vendu. Les rapports de force s'inscrivent dans l'espace: le tracé du Parc l'apprend à qui veut déchiffrer le terrain ou la carte.

Une institution du type d'un parc n'est pas sans retombées idéologiques complémentaires. Ainsi, les uns étendent au territoire national le rôle salvateur qu'ils ont confié à l'Etat dans les parcs. Il le laisse alors impunément organiser ou ignorer, à son gré, le pillage du pays, après avoir laissé exploiter les richesses naturelles des parcs, toujours au profit d'une même minorité. Quant aux autres, qui réclament l'intervention généralisée de l'Etat dans la lutte contre la dégradation de l'environnement, ils sont confortés dans leur idée par la création des parcs nationaux: seul l'Etat leur semble assez puissant pour s'opposer avec succès aux excès de l'urbanisation et de l'industrialisation capitalistes.

Autant d'illusions mystificatrices. L'appareil d'Etat n'est ni le Pouvoir neutre qu'il suffit d'investir pour orienter, ni l'émanation de la Souveraineté Populaire; il est l'agent du Capital, plus ou moins fort selon les impératifs de la conjoncture politique; il sert, dans un régime soi-disant démocratique, tantôt de bouc émissaire, tantôt de paravent, suivant les intérêts de ses commanditaires.

Un parc national, institution dont l'Etat, récupérant l'idée écologique, revendique la paternité, est donc bien l'arbre «sain» qui cache la forêt livrée aux promoteurs de tous acabits.

Il résulte de cette politique de réserve une structuration progressive de l'espace qui restreint la liberté des individus. Et tout cela nous ménage d'autres déboires: le partage du territoire en secteurs plus ou moins libres induit l'idée que la liberté peut se diviser; on serait libre de faire

telle chose ici, et non ailleurs. De la même façon, dans la logique des parcs, la Nature est protégée en deça de leurs limites, et au delà, agressée. Comme s'il était possible de se comporter librement ici, si l'on est esclave là-bas. La liberté «donnée» à des cadavres, disait Giono, ne sert plus. On paraît être loin des parcs, pourtant le lien est direct. Une rivière, une zone peuvent-elles être exemptes de pollution en ce lieu, et non en cet autre? Une espèce animale peut-elle se développer sans dommage dans une enclave? On peut en douter. Car l'équilibre écologique est rompu par l'encagement. L'espèce protégée dans le parc risque d'y proliférer au point de nécessiter l'abattage d'un grand nombre de ses représentants pour éviter la dégradation du milieu naturel, tandis qu'ailleurs elle disparaît (4) (...)

Comme on s'y attend, l'approche du parc des Ecrins se matérialise par des interdits savoureux: de camper, sauf pour une nuit, sous une tente dans laquelle il est impossible de se tenir debout, à moins de deux heures de marche (à quelle allure?) de toute sortie du parc. Bref, dans un espace réputé libre, l'individu est invité à se courber.

Mieux: une fois de plus, la répression fait écho aux interdits; sans doute est-elle instituée à des fins éducatives, puisque le parc s'enorgueillit de motivations culturelles. Les amendes, à la disposition des gardes du parc, qui ne peuvent que repercuter, plus ou moins cependant, les ordres qui les contraignent, à qui il a été inculqué le sentiment qu'ils accomplissent une oeuvre utile, alors qu'ils sont sans pouvoir sur les véritables fauteurs de pollution, ne sont dissuasives qu'à l'égard des plus pauvres.

Ainsi, les détachements militaires sont autorisés à se déplacer en masse où bon leur semble, à survoler le massif, donc à polluer, donc à violer le règlement qui nous opprime. Nous ne devons pas effrayer les animaux, ni amener notre chien, même en laisse, mais le passage d'un bataillon est sans conséquences sur la faune et la flore. Il est vrai que le parc ne pouvait ignorer les impératifs de la défense nationale; il se devait d'être, comme tout le territoire, une zone de non-droit pour l'Armée!

En définitive, si nous nous élevons contre une politique de parcs-réserves qui organise l'espace rural pour mieux le vendre, qui protège ici pour mieux dégrader ailleurs, ce n'est pas pour laisser le capitalisme abimer ce qui ne l'est pas encore tout à fait, c'est au contraire pour lutter contre la destruction de tous les sites, la pollution géné-

ralisée, la dégradation des équilibres écologiques, et le conditionnement de l'individu, c'est pour lutter pour un espace social dans lequel homme et nature ne s'opposeraient pas, dans lequel, libéré des contraintes du gigantisme industriel, des servitudes de la division géographique, sectorielle, hiérarchique, raciale et sexiste du travail imposé, de l'asphyxie d'une bureaucratie étouffante, l'individu, autonome, pourrait vivre collectivement, pourrait être solidaire des autres.

Nous dénonçons donc la mystification des parcs trompe-l'oeil. Nous sommes convaincus que le combat écologique



ne peut être que politique, sans avoir pour autant à se plier au sectarisme des partis et groupuscules politiques. Il s'insère logiquement dans la lutte plus vaste de l'individu contre tout ce qui l'écrase.

Il convient sans doute, pour ce faire, de démonter les causes d'un aménagement du territoire aberrant, mais en fait sous-tendu, à l'échelle internationale, par la loi du plus fort profit (à court terme le plus souvent) pour se rendre pleinement compte que la destruction de notre environnement n'est pas dans l'ordre des choses, n'est pas fatale, mais réversible. La croissance à droite, le développement des forces productives à gauche, ne constituent bien souvent que des alibis pour les dirigeants, des références lénifiantes pour les militants. Et l'amalgame simpliste entre écologie et obscurantisme fleurit dans bien des bouches...

(...)

Instituer des parcs nationaux ou régionaux, des ministères de l'environnement, de la qualité de la vie, ne relève pas, au bout du compte, de la foutaise, mais de la mystification. L'individu déchargé de tous ses problèmes qui, lui dit-on, le dépassent, risque de ne se rendre compte que trop tard du chèque en blanc qu'il a imprudemment donné. Déléguer ses « pouvoirs » est neuf fois sur dix pernicieux. La sauvegarde des équilibres écologiques vitaux, le refus d'un espace séparé, c'est à dire d'un territoire morcelé en secteurs hiérarchisés à finalités différentes et exclusives, c'est à dire encore d'une terre quadrillée, policée, répressive finalement, nous impose d'agir, ou plutôt, hélas !

de réagir. Les parcs nationaux, fussent ils demain socialistes, ne sont pas une solution.

(1) Il existe en France, depuis le début du siècle, des réserves naturelles de faible dimension dans lesquelles faune et flore sont plus ou moins protégées; une petite partie de l'actuel parc national des écrins en fut du reste l'objet sous le nom prophétique de Parc national du Pelvoux.

(2) Plus précisément les glaciers en question restent des « réserves naturelles », où il est interdit de chasser, mais sont rattachés à la zone périphérique du parc pour tout ce qui touche l'aménagement touristique.

(3) Le lait de montagne coûte plus cher que celui de plaine (collecte); seul le mono-élevage de moutons transhumant ou de bovidés destinés à la boucherie restent d'un rapport économique intéressant.

(4) Ainsi les éléphants dans les parcs nationaux d'Afrique et les cerfs dans l'Engadine.

BIBLIOGRAPHIE

P. PREAU, *Le parc national de la Vanoise, revue de géographie alpine*, 1964.

Bien documenté, trop académique, plein d'illusion sur la politique de réserves mise alors en oeuvre. Traite surtout de la genèse du p.n. de la V.

Y. BETOLAND, *Les parcs nationaux, revue forestière française*, 1971.

Séries d'articles sur les P.N. ne remet pas en cause le mode de vie individualiste et urbain dont les P.N. sont autant de cautions-compensations. De bons renseignements sur l'affaire de la Vanoise vu du point de vue bouquetin. Belles photos.

B. COGNAT, *La montagne colonisée, au Cerf 1973*

Les théories de Galbraith appliquées à l'espace montagnard. Simpliste souvent

O. VALLET, *L'administration de l'environnement, Berger Levrault 1974.*

Conception jacobine de la protection de la nature. A entrevu le risque de division de l'espace dont les P.N. sont porteurs. Livre très technique où l'auteur met au grand jour, malgré lui et sans volonté dénonciatrice, l'imbroglie juridique qui dépouille le montagnard de la maîtrise de son environnement.

J. JUNG, *l'aménagement de l'espace rural, DATAR.*

Primat du développement économique; prend position pour les promoteurs dans l'affaire de la Vanoise.

RAMBEAUD, *La montagne, éléments pour une politique, Doc. française, 1974.*

Rapport destiné au gouvernement. Le tourisme, sous surveillance des pouvoirs publics, doit prendre le relais de l'agriculture. Catalogue de mesures techniques, de bonnes intentions, de promesses.

H. ISSELIN, *La barre des Écrins, Art., 1976.*

Historique de la conquête de la barre. Pour les p.n.

P. DUPONT, *372 parcs naturels et réserves d'Europe, Fayard, 1976.*

Catalogue, parcs, animaux, végétaux. Ne remet pas en cause l'internationalisation et l'urbanisation. Intéressant sur la taille des surfaces « protégées ».

moi militer? ça va pas non!



Quelle nécessité d'écrire encore un article sur le militantisme? Il me paraît nécessaire de le faire, car dans tous ceux qui se réclament des idées libertaires, bon nombre sont effrayés ou éclatent de rire quand on leur parle de militantisme. Alors je vais essayer de comprendre ces réactions, car je crois qu'elles viennent d'un nombre non négligeable de personnes. Mais en plus de cela, il me semble évident que ce qu'il est convenu d'appeler maintenant la crise du militantisme, ou plutôt que ceux qui ont fait que le militantisme est en crise, sont la cause de ces réactions d'hostilité. Pour ma part je ne saurais trop me réjouir de cela, car je pense que ces critiques s'adressent aux formes traditionnelles du militantisme. Nous allons dans un premier temps voir qu'elles sont ces formes tant critiquées (à juste titre à mon avis), puis pour ne pas se contenter de démolir, nous allons essayer de voir ce que on peut faire, et dans quel domaine on peut chercher pour que le mot militer ne fasse plus immédiatement fuir les gens qui l'entendent prononcer.



Les militants cauchemards

Revenons à ce que j'appelle les formes traditionnelles du militantisme, ou plutôt et ce sera beaucoup plus instructif, aux gens qui l'exerce. Je ne m'intéresserai ici qu'aux militants d'extrême gauche, car je ne crois pas qu'il soit très important de s'attacher aux manœuvres des politiciens de gauche qui croient que lorsque leur idole le beau François sera au pouvoir tout ira mieux.

Revenons à nos moutons. Voyons en quoi consistent ces formes traditionnelles du militantisme. Il s'agit je pense de toutes les manœuvres ou de toutes les actions qui visent à rassembler sous un drapeau quelconque (qu'il soit rouge ou noir) le plus grand nombre possible de personnes, pour se donner l'impression d'être nombreux (ce qui a pour effet de rassurer tout le monde), et surtout donnent l'impression de détenir la vérité et LE moyen de parvenir à l'éternel émancipation des travailleurs. Les actions qui permettent cela, sont faites la plupart du temps pour donner bonne conscience aux gens qui les font, et surtout (et cela me semble important) pour permettre à ces militants de résoudre ou plutôt d'oublier pendant un moment leurs problèmes personnels, qui sont il faut bien le dire des problèmes pour la plupart du temps d'ordre affectif. N'allez pas croire que moi qui écris cet article je n'ai aucun problème de ce côté là. Cependant, il me semble que militer ne doit pas avoir pour but d'oublier ses problèmes. La tristesse militante n'est donc, à mon avis rien d'autre que la tristesse quotidienne des militants.

Le désir d'être un bon militant, ce qui veut dire dans la plupart des partis la possibilité de devenir sous-chef, chefs, voire mieux (il est permis de rêver), est le moyen de maintenir dans l'organisation le plus de monde possible pour que celle-ci puisse se donner le titre ronflant d'organisation de masse. Autre moyen de retenir les militants: la diffusion de canards sur les marchés, de tracts à la sortie des usines, le collage d'affiches, bref tout ce qui peut faire penser aux gens qui le font, qu'ils ne perdent pas leur temps et qu'ils font quelque chose d'utile.

Attention, je ne suis pas systématiquement contre la diffusion d'un tract ou d'un canard: mais si c'est seulement pour se donner bonne conscience ou occuper les gens, alors là je ne suis plus d'accord.

S'il s'agit de prendre position en tant que groupe spécifique, en exprimant des idées qui sont le fruit de ce groupe, alors je suis tout à fait d'accord pour tirer des affiches



MILITES!



faire des tracts etc... Mais si c'est pour reprendre des positions cent fois exprimées, en se contentant de mettre le nom du groupe au bas de l'affiche ou du tract, alors là NON ! De plus on sait bien que la plupart des tracts distribués sont très peu lus et que les gens regardent rarement les affiches; on comprend donc tout de suite que se borner à ce genre d'activités est très nettement insuffisant.

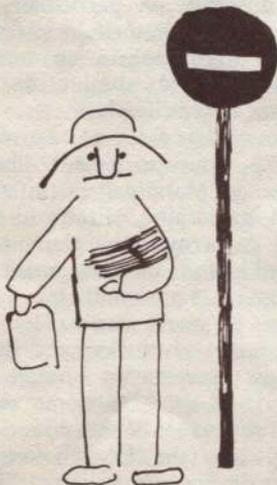
Faire marcher son imagination

Il est cent fois plus intéressant d'aller boire des canons avec les copains, car c'est dans ces occasions là que, pour ma part, j'ai eu les discussions les plus intéressantes, discussions qui je le crois ne peuvent avoir lieu au cours d'une réunion: en plus ça a l'immense avantage de n'être pas triste. C'est dans ces moments là que l'on découvre avec surprise que tout le monde sait parler et surtout que tout le monde a quelque chose à dire; ce qui ne se produit pas dans une réunion d'une vingtaine de personnes. En effet ce sont en général deux ou trois mecs qui ont le monopole de la parole (monopole souvent involontaire, mais monopole quand même).

Il est beaucoup plus facile de s'exprimer devant quatre ou cinq personnes que devant vingt ou l'on n'est pas forcément à l'aise. Dire qu'il faut aller dans les réunions car c'est là que les actions concrètes se décident est bien entendu faux car l'expérience montre que chaque fois ce sont trois ou quatre personnes qui prennent en charge ces actions, et y ayant pensé chacun de leur côté. De plus tout le monde n'est pas forcément assez motivé pour faire tel ou tel type d'action.

Malgré cela je pense qu'il est quelque fois indispensable pour faire des actions qui ont besoin d'être prises en charge par un nombre assez important de gens. Il me semble par exemple qu'il est beaucoup plus intéressant que l'ouverture d'une librairie soit prise en charge par une dizaine de personnes que par deux ou trois. Il en est de même par exemple pour l'organisation d'un meeting, la fabrication d'un journal. ça permet une confrontation d'idées plus larges donc plus constructives.

Maintenant il est évident de dire que notre vie ne commence pas quand on entre dans un local et ne finit pas quand on en sort. Je pense donc que toute remise en cause doit commencer en discutant avec les gens de notre quartier, de notre boîte, car si l'on a les idées suffisamment claires il est beaucoup plus facile de faire passer les trucs en discutant avec deux personnes que par une apparition de groupe systématique, les gens se sentant alors la plupart du temps agressés. Je crois donc que toute action militante doit commencer aux endroits que l'on fréquente quotidiennement. On peut sourire quand on entend les vieux libertaires dire qu'à leur époque ils considéraient que leur conduite dans le travail devait être exemplaire car



ils pensaient que si l'on avait rein à leur reprocher sur leur travail, les idées qu'ils avançaient, avaient beaucoup plus de portée. Je pense que sans aller jusqu'à être exemplaire dans le boulot, il ne faut pas non plus être pris pour un rigolo, car les idées avancées, bonnes ou mauvaises, sont immédiatement rejetées. Je crois donc que ce que l'on pourrait appeler militer, ce serait de lier les idées que l'on a à notre vie quotidienne; car je pense qu'il n'y a aucune ligne politique efficace si elle dispense de vivre aujourd'hui ce que l'on propose à l'ensemble de la société pour demain. Et surtout je crois important de dire que discuter avec quelqu'un pour lui prouver qu'il est libertaire ou pour essayer de le politiser plus, n'a qu'un intérêt très limité, voire nul. On retombe en effet immédiatement dans la tendance racolage et compagnie; en plus si le but que l'on se fixe en discutant avec quelqu'un et de lui prouver qu'il est ceci ou cela (ou qu'il devrait l'être), je pense que les gens le font pour se rassurer, se prouver qu'ils ont raison. Laissons les gens comme ils sont et n'essayons pas d'en faire des militants forcenés. Contentons nous de les aider à prendre conscience des choses les plus révoltantes. Je crois que si on y arrive ce ne sera déjà pas mal.

Je pense donc qu'il devient urgent que les libertaires se décident enfin à se séparer de leur passé et de leurs héros, car les conditions dans lesquelles ces mecs ont agi, n'ont plus rien à voir avec les conditions actuelles. Arrêtons de déterrer nos héros et creusons nous les méninges pour adapter nos activités militantes aux réalités d'aujourd'hui. Ne devenons pas des militants du passé.

LES MARXISTES

ET LA QUESTION DE L'ETAT

La prise de conscience croissante dans le mouvement ouvrier du caractère étatique, repressif et totalitaire du socialisme à l'est et en Asie, le rôle de plus en plus grand de l'Etat et de ses appareils spécialisés dans les pays capitalistes, la crise actuelle et la possibilité pour la gauche d'accéder au pouvoir provoquent actuellement de nombreuses discussions sur les questions de l'Etat et du pouvoir, en particulier dans le courant marxiste majoritaire au sein des organisations ouvrières françaises.

Pour le courant libertaire la critique pratique et théorique de l'Etat et du pouvoir n'est pas une chose nouvelle. L'analyse du rôle des structures de pouvoir politique et idéologiques dans la reproduction des sociétés oppressives constitue depuis cent ans l'originalité et la spécificité de l'anarchisme par rapport au marxisme. Pour les libertaires la division en classes, l'exploitation d'une classe par une autre, ne sont pas seulement déterminées par l'organisation des rapports économiques comme le disent les marxistes, mais également par les structures politiques et idéologiques, à l'intérieur de chaque pays, et dans le système que constituent les relations entre les différents pays. De cette position centrale de l'anarchisme découle toute la critique pratique et théorique de la famille, de l'Etat, du nationalisme, de l'autorité, des grandes idéologies politiques et religieuses. D'elle, découle la divergence fondamentale entre le mouvement libertaire et le mouvement communiste léniniste, le premier dénonçant sans cesse les structures de pouvoir grandes et petites, le second utilisant ces mêmes structures (qu'il minimise sur le plan théorique) pour durer, s'agrandir et parfois arriver à cette caricature de socialisme que constitue le socialisme d'Etat.

Il faut bien reconnaître cependant, et ceci est dû à l'affaiblissement du mouvement libertaire au milieu du XX^{ème} siècle, que nous avons à fournir un énorme travail de réflexion pour pouvoir montrer à tous ceux qui luttent contre l'ordre établi, en quoi le nationalisme, l'Etat et l'autorité constituent des obstacles essentiels à l'émancipation des travailleurs, des adversaires avec lesquels il n'est pas possible de pactiser. C'est pour cette raison que l'effort de réflexion de certains secteurs marxistes sur l'Etat nous intéresse particulièrement.

On peut distinguer schématiquement deux grands courants dans la réflexion marxiste actuelle :

- d'un côté un courant très théorique qui tient le haut du pavé dans l'édition et qui se recrute dans le sommet des appareils idéologiques de l'Etat bourgeois, influençant fortement le sommet des grandes organisations ouvrières et s'efforçant en gros de sauver de l'épreuve des faits l'essentiel du marxisme léninisme. Pour ce courant il s'agit essentiellement d'intégrer dans le discours marxiste l'importance croissante de l'Etat dans le fonctionnement des sociétés dites socialistes (et des sociétés capitalistes) pour que ne soient pas remises en cause les pratiques politiques qui ont conduit justement à l'hégémonie massive de l'Etat dans les pays socialistes. Sous des textes compliqués et en apparence rigoureux, ce courant masque une cuisine idéologique beaucoup plus simple. Ce que nous montrerons ultérieurement.

- d'un autre côté nous trouvons un autre courant marxiste ou issu du marxisme, qui nous intéresse beaucoup plus ce courant a moins pignon sur rue que le premier et si un livre comme *La cuisinière et le mangeur d'hommes* de Glucksmann a fait un certain bruit, si un journal comme *Libération* lui donne une certaine audience, il repose surtout sur des milliers de militants qui sont passés par le PC, par les organisations ML et maoïstes et qui ont compris peu à peu l'importance de la lutte anti-autoritaire, du refus de la pratique politique propre à la gauche et à l'extrême-gauche, et surtout l'importance de la lutte contre l'Etat et contre les autres structures de pouvoir dans le mouvement pour l'émancipation sociale. Le mythe d'une Chine anti-autoritaire où les ouvriers et les paysans dirigeraient réellement leur vie a constitué longtemps un fossé entre ce courant et le courant libertaire, il l'empêchait surtout d'engager une véritable analyse critique du rôle de l'Etat dans l'évolution des pays socialistes et du lien entre le marxisme et la pratique totalitaire des partis ML. Les événements de ces derniers mois en Chine, l'accumulation des informations sur ce qui se passe dans ce pays sont en train de lever cet obstacle important.

Dans un bouquin paru récemment (*deuxième retour de Chine* au Seuil) Evelyne Tschirhart, Claudie et Jacques Brolyelle ne se contentent pas, après deux ans de présence en Chine, de démystifier le «socialisme» de ce pays, de montrer l'oppression étatique et totalitaire qui y règnent. Ils ébauchent une analyse critique du marxisme-léninisme de la pratique communiste de ces cent dernières années... cela au nom de Marx.

En donnant de larges extraits de cette critique, nous laissons les lecteurs juger. On peut faire cependant deux remarques — opposer Marx au marxisme, c'est négliger le lien étroit entre d'un côté un discours théorique se présentant sous une forme scientifique qui prétend rendre compte de la totalité du réel (ce que dénonce Bakounine un peu plus loin), et de l'autre une pratique politique prétendant, par l'exercice du pouvoir, conduire la société là où la «science marxiste» dit qu'elle doit aller. Opposer Marx à Lénine, c'est négliger la pratique politique de Marx et d'Engels, en particulier après la Commune de Paris, pratique autoritaire et cynique s'efforçant d'organiser l'Internationale en une armée disciplinée, soumise à l'autorité absolue du Conseil Général, contrôlé par Marx et ses disciples.

— Par ailleurs passer sous silence les enjeux réels dans l'Internationale en 1872 pour seulement illustrer le caractère anti-autoritaire de Marx par sa critique d'un paragraphe du texte de Bakounine «Etatisme et Anarchie» relève d'avantage de la mauvaise plaisanterie que d'une réflexion réelle sur l'histoire du mouvement ouvrier. Faut-il le rappeler, Lénine n'est pas un disciple de Bakounine, mais bien de Marx. La manie des sociétés secrètes propre à tout le mouvement révolutionnaire du milieu du XIX^{ème} siècle, a pu marquer un homme comme Bakounine, mais les auteurs de «Deuxième retour de Chine» connaissent bien mal et les débuts du mouvement ouvrier, et le mouvement libertaire. Les relations personnelles entre les quelques dizaines de militants libertaires

du Retour devraient se décider à étudier) pendant que les « disciples » de Marx en Allemagne et en Russie donnaient naissance aux organisations autoritaires que dénoncent Evelyne Tschihart, Claudie et Jacques Broyelle. Comme on dit : les faits sont tétus.

qui animaient alors le mouvement ouvrier en Europe et Bakounine ont pu revêtir le manteau des vieilles sociétés secrètes, elles ont surtout permis le développement d'un vaste mouvement ouvrier anti-autoritaire et anti-étatique en Espagne, en Italie, en France (que les auteurs

L'ETAT HAIT LA RÉVOLUTION

Le texte qui suit est extrait de *Deuxième Retour de Chine*. Il ne dispense pas de lire l'ouvrage.

vile).

Il ne s'agit pourtant ici encore que d'un Etat de la bourgeoisie (et pas d'un Etat socialiste !), laquelle pour « conserver intacte sa puissance sociale » brise sa puissance politique et se condamne « au même néant politique que les autres classes » (Le 18 brumaire).

Cet Etat fasciste avant la lettre porte en lui tous les moyens pour achever de se rendre autonome. Grâce à la révolution prolétarienne qui lui permet d'absorber en son sein la moindre parcelle de vie sociale ; il parachève son travail déjà commencé de parasite se nourrissant des fonctions qu'il arrache au self-government de la société, comme dit Marx.

Avec l'Etat,

chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle au titre d'intérêt supérieur général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'au chemin de fer, aux biens nationaux et aux universités. (18 brumaire)

Ce « boa constrictor » qui « étouffe le corps vivant de la société civile » aucune révolution ne saurait le récupérer à son profit : la Commune « fut une révolution contre l'Etat lui-même cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale » (La guerre civile).

Confier à l'Etat le soin de gérer les fonctions sociales ne peut aboutir qu'à nourrir le boa. C'est pourquoi avec la révolution, dès le début l'Etat doit commencer à dépérir « il n'est déjà plus un Etat » (Lettre d'Engels à Bebel, mars 1875) au point qu'Engels conseille d'abandonner jusqu'au mot lui-même pour le remplacer par celui de Commune.

On retrouve là le noeud de contradictions inextricables propre aux marxistes anti-autoritaires que les auteurs signalent plus haut et la divergence fondamentale entre ceux-ci et le courant libertaire. Pour nous un « Etat qui dès le début commence à dépérir » en période de révolution, ça n'existe pas ; les périodes révolutionnaires, parce que périodes de luttes intenses, donnent aux rapports politiques qui fondent la puissance de l'Etat une importance immense ; il n'y a pas de demi-mesure possible : où l'Etat est complètement détruit au profit d'une appropriation directe par le peuple de la force, ou il impose, plus ou moins durablement, son hégémonie totale. Remplacer le mot Etat par celui de commune c'est encore une fois utiliser les tragiques plaisanteries verbales auxquelles les socialistes autoritaires nous ont habitué depuis cent ans.

Etant donné ce qu'il est advenu du marxisme parvenu au pouvoir, personne ne peut plus, en un tour de main dialectique, éluder cette question : l'Etat n'a pas dépéri, il a proliféré, il ne s'est pas éteint il a flamboyé.

Eh bien oui, cela est clair : Marx fut étatiste, et les Léninistes ne sont pas des faussaires en se réclamant de lui. Marx et Engels ont vu dans la propriété d'Etat le point de passage nécessaire de la révolution socialiste exactement aussi longtemps qu'ils ont fixé comme tâche première de la révolution la conquête du pouvoir d'Etat. Dans le Manifeste de 1848, vous ne trouverez nulle part d'allusions à la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat, nulle part.

On ne nous dira pas pourtant que cette destruction ne tient pas une place importante dans la pensée de Marx, mais elle n'apparaît qu'avec le 18 Brumaire, et plus encore avec la Commune...

Comme il est étrange que tous les archéologues en quête de « coupure » chez Marx ne se soient pas avisés de celle-ci, fondamentale, que Marx opère notamment avec le 18 Brumaire. On ne peut imaginer en effet « malentendu » plus grand. Et son éclaircissement devait entraîner chez Marx une nouvelle manière de poser la question de l'Etat et de la « prise » du pouvoir.

Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine (d'Etat) au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir, considérèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur (18 brumaire).

Marx aurait pu ajouter : tous les partis y compris moi à une certaine époque...

Dans la *Guerre civile en France*, Marx développe l'idée qui germait depuis 1852, mais que seul le mouvement social de la Commune dans la pratique mit en oeuvre systématiquement : l'instrument de l'exploitation ne peut être celui de l'émancipation. La révolution prolétarienne se devra de briser l'appareil d'Etat.

Mais, comme on sait, Marx s'opposait à la théorie anarchiste de l'abolition de l'Etat au moins autant qu'à l'Etat populaire libre des Lassaliens ; on se trouve pris semble-t-il dans un noeud de contradictions inextricables.

Que Lénine tranchera simplement : primo on détruit l'Etat bourgeois, secundo on construit un nouvel Etat prolétarien, tertio celui là dépérira quand les lendemains chanteront.

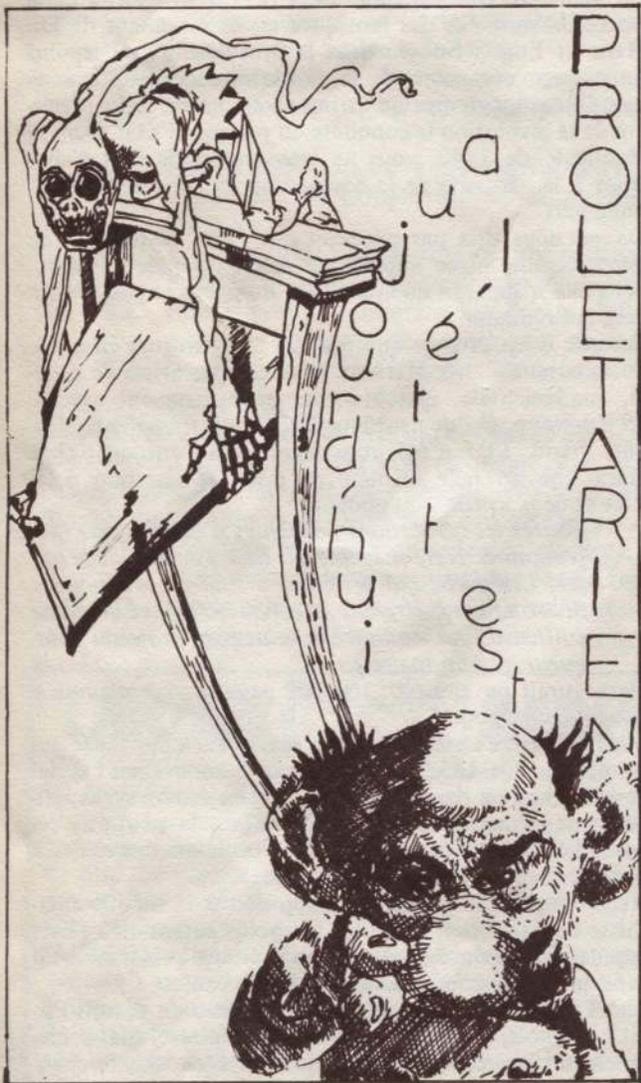
Ce tryptique transmis par la vulgate du marxisme-léninisme n'a pas grand chose à voir avec ce que Marx entrevoyait.

Marx analyse l'Etat comme un corps spécialisé, partie et produit de la division du travail, détachée de la société et s'autonomisant de plus en plus par rapport à celle-ci. Au fur et à mesure qu'elle développe la centralisation et l'organisation du pouvoir d'Etat, la bourgeoisie est amenée à « agrandir le cercle de ses attributions, augmenter le nombre de ses instruments accroître son indépendance et son emprise surnaturelle sur la société réelle » (La guerre ci-

On commence par détruire l'Etat, on en reconstruit ensuite un autre. La belle affaire... mais attention cet Etat est de type nouveau, il n'est pas bureaucratique, ce sont les soviets eux-mêmes, et les soviets se sont les masses n'est ce pas ? débarassé de son prestige théorique, le léninisme c'est Staline.

Que dit Lénine en effet ?

Le mot d'ordre d'hier était la défiance envers l'Etat car il s'agissait de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui l'Etat devient, et est devenu, prolétarien. La classe ouvrière devient, et est devenue, la classe dirigeante de l'Etat. Les syndicats deviennent et doivent devenir les organisations d'Etat auxquelles incombent en premier lieu la responsabilité de la réorganisation de la vie économique sur la base du socialisme.



On voit exprimée ici pour la première fois la thèse idéologique centrale de tous les socialismes : pourquoi la classe ouvrière prendrait elle des garanties contre son Etat puisque c'est justement le sien ?

Cet appel à la confiance - et donc à la démission - envers l'Etat est aux antipodes de l'évolution de la pensée de Marx. Le peuple doit prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant en tout temps et sans exception révocables.

UN EXEMPLE DE MYSTIFICATION: dans le film « Comment Yukong déplaça les montagnes », on nous montre longuement une jeune employée des Postes fermant elle-même un colis qu'on vient de lui confier, et le commentaire du film de faire valoir comment en Chine tout le monde est au service du Peuple, comment il n'est même pas nécessaire de faire soi-même ses paquets postaux... Les auteurs de Deuxième retour de Chine donnent la clef de cette histoire édifiante. En Chine il est impossible d'expédier un colis, aussi petit soit-il, sans que son contenu soit minutieusement inventorié et contrôlé pour vérifier qu'aucun objet ou papier illicite n'a été glissé à l'intérieur (en Chine, personne n'a le droit par exemple de faire passer un journal d'une province à l'autre). Ce qu'on voit dans le film, c'est la fin d'une opération purement policière, l'employée refait le paquet examiné par les services de sécurité...

Le mouvement social est tout, les systèmes doctrinaux ne sont rien : ce n'est pas Bernstein qui dit ça, mais Marx lui-même, qui croyait interdire à jamais, ce faisant, que l'on prenne son travail pour un système doctrinaire. Écoutons plutôt la définition qu'il donne du socialisme scientifique (dans une réponse à Bakounine à propos d'Etatisme et Anarchie)

Socialisme scientifique : employé seulement en opposition au socialisme utopique qui veut inculquer au peuple de nouvelles billevesées ; au lieu de borner sa science à la connaissance du mouvement social fait par le peuple lui-même.

Les auteurs s'appuient ici sur des notes manuscrites dans les marges de la brochure de Bakounine Etatisme et Anarchie, annotations qui ne pèsent pas lourd au regard de toute l'oeuvre de Marx sur laquelle se sont appuyés les partis marxistes dénoncés dans « deuxième retour de Chine ».

Le parti est dirigeant et unique parce qu'il est porteur de la science : en tant que tel il est seul à connaître l'avenir vers lequel doit tendre le mouvement. S'il est évident que telles fut la conception de Marx du parti jusqu'en 1850, elle s'efface progressivement par la suite. Contrairement à ce que le marxisme nous enseigne, si c'est Lénine qui a développé le marxisme sur la question du parti, ce n'est pas parce que Marx avait négligé cette question. Marx savait ce qu'est un parti, puisque son action et sa pensée partait de là, et qu'elles se développeront précisément en critiquant aussi tous ces partis « bolcheviks » avant l'heure qui proliféraient déjà en Europe à son époque.

Il faut remarquer cependant que Marx après avoir constaté l'impossibilité de faire de l'Internationale un parti bolchévik (avant l'heure), centralisé et militarisé, ceci un an après la Commune, s'est purement et simplement retiré du mouvement social pour écrire son oeuvre scientifique Le Capital, qui a servi non pas d'arme au mouvement social - combien d'ouvriers de l'époque et d'après ont ils lu le Capital ? - mais aux partis marxistes : la grande bureaucratie social-démocrate allemande (que Marx tout apatidaire qu'il soit, continuait de conseiller avec assiduité), la petite secte guesdiste en France, et plus tard le parti de Lénine.

Nota : les caractères en gras sont les commentaires de quelqu'un qui avait envie d'en faire.

.....



M. BAKOUNINE

ÉTATISME ET ANARCHIE

EXTRAITS



... Nous avons déjà exprimé à plusieurs reprises une très vive aversion pour la théorie de Lassalle et de Marx qui recommandent aux travailleurs, sinon comme idéal suprême, du moins comme but essentiel immédiat, la fondation d'un Etat populaire, lequel, comme ils l'ont eux mêmes expliqué, ne sera pas autre chose que « le prolétariat organisé en classe dominante ». Si le prolétariat devient la classe dominante, sur qui, demandera-t-on, dominera-t-il ? C'est donc qu'il restera encore une classe soumise à cette nouvelle classe dominante, à cet Etat nouveau, ne fut ce par exemple, que la plèbe des campagnes qui, on le sait, n'est pas en faveur chez les marxistes et qui, situé au plus bas degré de la civilisation sera probablement dirigée par le prolétariat des villes et des fabriques; ou bien si l'on considère la question du point de vue ethnique, disons, pour les allemands, la question des slaves: ceux-ci se trouveront pour la même raison vis à vis du prolétariat allemand victorieux, dans une sujétion d'esclaves identiques à celle de ce prolétariat par rapport à sa bourgeoisie.

Qui dit Etat, dit nécessairement domination et, par conséquent esclavage: un Etat sans esclavage, avoué ou masqué, est inconcevable - voilà pourquoi nous sommes ennemis de l'Etat.

Que signifie: « le prolétariat organisé en classe dominante » ? est ce à dire que celui-ci sera tout entier à la direction des affaires publiques ? on compte environ quarante millions d'allemands. Se peut il que ces quarante millions fassent partie du gouvernement et le peuple entier gouvernant, il n'y aura pas de gouvernés ? Alors il n'y aura pas d'Etat mais, s'il y en a un, il y aura des gouvernés, il y aura des esclaves.

Dans la théorie marxiste ce dilemme est tranché très simplement. Par gouvernement populaire les marxistes entendent le gouvernement du peuple au moyen d'un petit nombre de représentants élus par le peuple au suffrage uni-

versel. L'élection par l'ensemble de la nation des soi-disant représentant du peuple et des dirigeants de l'Etat - ce qui est le dernier mot des marxistes aussi bien que de l'école démocrate - est un mensonge qui cache le despotisme de la minorité dirigeante, mensonge d'autant plus dangereux qu'il est présenté comme l'expression de la prétendu volonté du peuple.

Ainsi sous quelque angle qu'on se place pour considérer cette question, on arrive au même résultat exécrationnel: le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité disent

les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'Etat, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leur prétention à le gouverner. Qui en doute ne connaît pas la nature humaine. Ces élus seront en revanche des socialistes convaincus et par surcroît savants. Les termes socialistes scientifiques et socialisme scientifique qui reviennent dans les écrits des lassaliens et des marxistes, prouvent par eux-mêmes que le pseudo-Etat populaire ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants. Le peuple n'étant pas savant il sera entièrement affranchi des soucis gouvernementaux et tout entier intégré dans le troupeau des gouvernés. Bel affranchissement ! Les marxistes se rendent compte de cette contradiction et tout en admettant que la direction gouvernementale des savants la plus lourde, la plus vexatoire et la plus méprisable qui soit, sera celles que puissent être les formes démocratiques, une véritable dictature, se consolent à l'idée que cette dictature sera temporaire et de courte durée. Ils prétendent que son seul souci et son unique fin sera de donner l'instruction au peuple et de le porter, tant économiquement que politiquement à un niveau tel que tout gouvernement ne tardera pas à devenir inutile: et l'Etat après avoir perdu son caractère politique, c'est à dire autoritaire, se transformera de lui même en organisation tout à fait libre des intérêts économiques et des communes.

Il ya là une flagrante contradiction. Si leur Etat est effectivement un Etat populaire, quelle raison aurait on de le supprimer ? Et si d'autre part, sa suppression est nécessaire pour l'émancipation réelle du peuple, comment pourrait on le qualifier d'Etat populaire ? En polémiquant avec eux, nous les avons amené à reconnaître l'organisation libre des masses ouvrières que la liberté ou l'anarchie, c'est à dire de bas en haut, est l'ultime but de l'évolution sociale et que tout Etat, y compris leur Etat populaire, est un joug, ce qui signifie que, d'une part, il engendre le despotisme et, d'autre part l'esclavage.

Selon eux ce joug étatique, cette dictature est une phase de transition nécessaire pour arriver à l'émancipation du peuple: l'anarchie ou la liberté étant le but, l'Etat ou la dictature le moyen. Ainsi donc pour affranchir les masses populaires on devrait commencer par les asservir...



PETIT DICO

de

INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI—E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant

« Quand l'armée se renseigne sur l'adversaire intérieur : organisations politiques, syndicats de l'opposition, mouvement révolutionnaire et courant anti-militariste... » Le Monde du 17/12/73.

Pour nous l'ennemi intérieur, ce n'est pas seulement les flics plus ou moins brutaux ou véreux, les barbouzes névropathes, c'est aussi les associations pseudo-culturelles, les réseaux des grandes boîtes, les comités électoraux etc.. Euf, tous les endroits où se recrute, se forme, se renseigne et s'organise la répression manifeste. Ne parlons pas de ce qui est répression quotidienne et intégrée, ça ferait trop.

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux sources, les noms suivis d'une astérisque apparaîtront par ordre alphabétique dans le petit dico et ceux suivis de deux astérisques seront dans l'index. Une liste des sources et de l'index sera publiée ultérieurement soit dans IRL, soit dans l'édition du petit dico sous forme de brochure.

DROITE, EXTREME DROITE ET FASCISME A LYON.

Parler du Front National, du parti des Forces Nouvelles et autres groupes, c'est situer les courants de l'extrême droite qui, par leurs nombreuses ramifications, sont à même de participer à une stratégie de tension à l'approche des législatives de 78. L'alliance actuelle entre le parti des Forces Nouvelles (PFN) et le RPR, laisse entrevoir le passage d'une position minoritaire de l'extrême droite à un mouvement de type fasciste, s'appuyant sur des couches plus larges de la population. Bien sûr, il ne faut pas négliger le fait qu'il existe quelques désaccords entre les minorités d'extrême droite, les élections du premier trimestre 1977 le montrent, cependant, le pouvoir est une carotte suffisamment attirante et juteuse pour que chacun y trouve son compte. A partir des élections cantonales et municipales de 1977 nous allons essayer de mettre en place les premières pièces du puzzle de l'extrême droite lyonnaise.

Un certain nombre de candidats à ces élections attirent notre attention de par leur engagement habituel dans des associations, partis ou journaux de droite. Il va sans dire qu'ils ne se présentent pas sous l'étiquette de leur mouvement puisqu'il s'agissait d'élections « apolitiques », mais sur les listes Soustelle et Colomb pour Lyon, et les listes Gagnaire et Bardy pour Villeurbanne. Toutefois, derrière « le rassemblement pour Lyon », « la défense des intérêts de notre ville » ou « l'action municipale et sociale » transparaissent les intérêts de l'idéologie nationaliste.

Rassemblement Pour Lyon
RPL (134) (151) (157) (179)
25 rue E. Herriot 69001 Lyon

Jacques Soustelle**, député réformateur du Rhône, était la tête de liste du RPL aux municipales de mars 1977. L'analogie des sigles RPL et RPR n'est pas un hasard et ce n'est pas l'étiquette réformatrice qui peut dissimuler les aspirations de Jacques Soustelle.

En 1960, il rencontrait le député fasciste du Msi** Philipo Anfuso pour élaborer une collaboration entre le MSI et l'OAS. Plus récemment, fin 1976, il présentait à Jacques Chirac le fasciste brésilien Carlos Lacerda surnommé « le Corbeau ».

Le PFN, ne s'y est pas trompé car si à Paris il soutenait les listes RPr, à Lyon il investissait le RPL. Par ailleurs Guy Jarrosson** candidat du RPL proclamait que « sans Jacques Soustelle les lyonnais auraient eu le choix entre une liste de gauche et une liste de la gauche unie ». La liste de gauche étant celle de Francisque Collomb**, c'est donc bien situer le RPL à l'extrême droite.

Le journal raciste Minute** détacha un envoyé très spécial à Lyon François Brigneau** sympathisant du PFN pour faire l'apologie de Soustelle. Une association culturelle lyonnaise Nouvelle Acropole** (voir IRL Numéro 14) s'intéresse aussi à Gros Matou - petit nom de Soustelle - en l'invitant quelques jours avant les municipales à présenter son livre « La route des incas » dans les locaux de la librairie

de Lardanchet**. Les incas et les civilisations disparues ont bon dos... Quelques gônes proposent à Jacques Soustelle le titre du prochain bouquin auto-biographique qu'il ne manquera pas d'écrire suite à sa première défaite des municipales et à sa prochaine veste des législatives : « le vote des Ingrats ».

Rassemblement Pour la République
RPR (179) (181)
Lyon

La plupart des nouveaux dirigeants de la fédération du Rhône du RPR sont issus d'un Comité pour un Renouveau Politique** qui s'est fait connaître pour la première fois en 1974 pendant les élections présidentielles par son soutien à Chaban Delmas**. Ce comité rassemblait un certain nombre de personnalités politiques qui ont su « rester debout ».

En décembre 1974, toujours debout le Comité se déclarait choqué par le coup de force de Chirac qui s'offrait la direction de l'UDR. La position couchée étant moins fatigante et surtout plus discrète pour atteindre le pouvoir, les membres du comité l'ont adoptée pour se retrouver à la tête du RPR Rhône.

C'est ainsi que Jean Gaudry** après s'être présenté sur la liste Collomb est le nouveau président du RPR Rhône bien entouré par quelques compagnons de l'ex-renouveau politique comme Julien Vermes**, François Priolet**, Michel Noir** etc...

Parti des Forces Nouvelles
PFN (155) (179)
 Lyon, 3 place S.Nizier, 69001
 24 rue Vaubecour 69002

Le PFN, lancé en 1974 avec des moyens assez importants, est issu de la scission avec le Front National, et représente le courant électoraliste de l'extrême droite qui, ne se voulant pas sectaire, est prêt à composer avec ceux qui ont les moyens et la volonté de lutter contre l'Union de la Gauche, d'où son alliance avec le RPR.



A Lyon, le PFN et les satellites (Comité Budapest, Groupe d'Union et Défense, le Front de la Jeunesse, le Comité de Défense des Lycéens) est d'assez loin le mouvement d'extrême droite le plus actif, le plus riche et le mieux pourvu en militants.

Plusieurs membres du PFN Lyonnais étaient candidats sur la liste Soustelle, notamment Denis de Bouteiller** ancien responsable Action Française**, Henri Lardanchet**, dernier rejeton de la famille Lardanchet, gérant propriétaire de la librairie du même nom: Alain Dugelay** délégué départemental du Syndicat National des classes moyennes.

A Villeurbanne, sur la liste du docteur Bardy**, le PFN était représenté par JP Brun**.

Cercle Lyonnais d'Études Royalistes
CLER (159)

Ce cercle regroupe deux courants royalistes: la Restauration Nationale, et la Nouvelle Action Française.

Constitué en avril 1976, son action est pratiquement inexistante. Relevons cependant le nom de deux sympathisants que nous retrouverons souvent dans le petit Dico: Guy Jarrosson* et Gilbert Tournier**.

Pour plus de précisions sur les affinités et les alliés des quelques royalistes Lyonnais, s'adresser au siège du PFN, adresse postale de l'Union Royaliste de la région lyonnaise.

Centre d'études et d'informations
CEI

Cette association lyonnaise disparue en 1970 après 4 ans d'existence avait pour «mission» de faire comprendre les motifs de la politique américaine au Vietnam, et prônait la création d'une Europe forte et moderne dans le respect des valeurs de l'occident chrétien. Nous ne parlerions plus de ce centre, si un certain nombre de ces ex-militants ne réapparaissaient ici et là. Les membres du CEI venaient pour la plupart des anciens comités Tixier Vignancourt** «appréciant à sa juste valeur la dernière bulle de l'avocat d'extrême-droite J L Tixier Vignancourt qui lors de son dernier passage à Lyon en janvier 1977 définissait le libéralisme avancé comme la forme mondaine de l'anarchie...», et des groupes de soutien à l'Algérie française, comme par exemple Paul Troisgros**, Pierre Yves Lévêque** candidat sur la liste Soustelle, René Nicolas** (voir IRL n. 13 et 11), Roger Soncarrieu** (IRL n. 13). Il est vrai que déjà en 1967, le CEI appelait à voter pour Soustelle ou Guy Jarrosson.

Front National
FN (150) (149)
 Lyon : 18 rue Royale 69001

Lancé en novembre 1972, le Front National n'a pas choisi son emblème par hasard, il lui vient tout droit du MSI**, mouvement fasciste italien, dont la responsabilité dans de nombreux attentats n'est plus à prouver (voir le procès de l'anarchiste Valpreda dans IRL numéro 3).

Le manifeste du Front National aux législatives de 1973 reproduisait un texte de l'école des cadres du SAC datant de 1967. Or la plupart des fascicules de formation de cette école sont des extraits des cours syndicaux de la Confédération Générale des Syndicats indépendants, CGSI**, ancêtre de la Confédération Française du Travail, CFT.

Aux cantonales de Février de 1977, le Front National présentait un candidat Bernard Chanelière** «leader de l'opposition de droite sociale, nationale et populaire». Notons l'appui des traditionalistes aux listes «Paris aux parisiens» du Front National. Ce soutien ne fait que confirmer le peu d'imagination des traditionalistes du Front National dont les slogans très variés vont de «La France aux français» à «Le travail aux français». Du travail nous leur en souhaitons à la poignée d'adhérents du front lyonnais et à leurs chefs Georges Farcot** Raoul Eyraud** etc... Du travail à en crever, Amen.



Association
pour Défendre la
Mémoire du Maréchal
Pétain ADMP (138)
 Lyon, R. Toussaint,
 29 rue Sully
 69006

Lors du 25ème anniversaire de la mort de Pétain, toute une fraternité fasciste se cotoyait au banquet nécrologique avec en bonne place le Front National**, des délégués du MSI**, des anciens de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme, etc. Il n'est donc pas surprenant de retrouver des membres de cette association sur les listes de droite aux municipales. Le docteur Robert Canova** président de l'ADMP lyonnaise sur la liste RPL et Charles Berthemey** à Villeurbanne.

Par ailleurs, l'ADMP organise nombre de ses festivités dans deux restaurants lyonnais spécialistes de la sauce Pinochet: le Delta** et l'hôtel Tourinter**.

L'ADMP compte aussi parmi ses collaborateurs dévoués la famille Soulage**, gérante du Bar Lafayette**.

Le Journal-quotidien Rhône-Alpes Lyon, 14 rue de la charité, 69002

En février 1977 un quotidien de droite apparaissait à Lyon. A l'origine de sa création, une bonne partie des petits et moyens patrons de la région Rhône-Alpes, soucieux à l'approche des échéances de 1978. La grande parade de ces petits chefs d'industrie et de leurs alliés politiques dans les locaux du journal le jour de l'inauguration rassemblait en une danse macabre les futurs perdants. Déjà pour les plus marqués à droite, la défaite était au rendez-vous aux municipales. Citons Guy Fradin**, membre du Centre National des Indépendants, CNIP**, président du syndicat des médecins du Rhône et un des signataires d'une pétition de la restauration nationale (IRL n.14), battu sur la liste Soustelle, comme Jean Etevenaux** collaborateur du Journal et secrétaire délégué de l'ACEL** et aussi Mireille Nouvellet**, membre de la famille Gindre**, dont le mari était correspondant lyonnais de l'hebdomadaire Valeurs Actuelles**.

A Villeurbanne, Michel Richelmy** bien qu'ayant bénéficié d'un article d'une demi-page dans le Journal écrit par René Berger-Perrin (IRL n.14) quelques jours avant les municipales est éliminé de la course au pouvoir.

Nous reviendrons prochainement sur la question de la presse à Lyon et plus particulièrement sur les liens entre le Journal et la revue culturelle Rézonnanse**.

Confédération Française du Travail CFT (153) (179)

Nous ne parlerons pas de la CFT, car un bouquin récent fait le tour de la question en regroupant un certain nombre de faits, concernant notamment la CFT du Rhône, son titre: «Les truands du patronat» (livre disponible au centre de documentation d'IRL). Relevons toutefois sur la liste Soustelle le nom de Gérard Lemoine** ancien délégué départemental de la CFT Rhône, et celui d'une association proche: l'ADIRRA*, association pour la défense des intérêts économiques de la région Rhône-Alpes.



Astrolabe

(7) (9) (52) (72) (132) (163) (167) (176)
(197) Lyon, 17 rue Sala, 69002, T.37-22-07

L'astrolabe est une «revue de réflexion politique» dont le premier numéro est paru en 1971. «Nous ne présentons pas de programme, nous ne brandissons de drapeaux. Le contenu de nos fascicules sera notre drapeau. Pour nous il suffira d'être libres». C'est peut-être le mot libre qui attire M. Chapas, directeur-gérant de l'Astrolabe en 1971 et aujourd'hui trésorier de l'Association des Chefs d'Entreprises Libres (IRL n.12).

Bien que libre, l'Astrolabe entretient des rapports étroits avec le Centre Universitaire Charles Péguy (IRL n.13) C'est à ce centre que les lecteurs de la revue sont invités à adresser leur courrier. Par ailleurs, le trio Philippe Clavel*, Charles Millon* et Michel Chapas* constitue un solide ciment entre l'ACEL**, l'Astrolabe, et ce centre, occupant au gré des années divers postes de responsabilité dans ces trois associations.

Il y a déjà presque dix ans que nos compères écumant la région lyonnaise. En 1968 paraît une nouvelle revue, Compilations**, rédigée par une association de jeunes juristes et économistes, l'APPES**, association de promotion et de perfectionnement économique et social.

Compilations «est constitué d'extraits d'ouvrages relevant du Droit Economique et Social, sans aucun commentaire de l'équipe de rédaction... Il s'agit d'une compilation à l'intention de l'honnête homme». Cette revue recevait de la pub pour une société de Conseils et de Gestion des Entreprises, CGE, à Annecy, dont les animateurs étaient Michel Chapas et Charles Millon. En 1973 l'équipe de l'APES «s'intègre complètement et définitivement avec celle de l'Astrolabe».

Dès son premier numéro, l'Astrolabe est éditée par la SEPIC, Société d'Édition Pour l'Information et la Culture créée en juin 1971 et dont les deux gérants, Jean Etevenaux** et François Lamy** s'intègrent parfaitement dans le «complexe ACEL-Charles Péguy».

En effet, le premier est directeur de l'Astrolabe, secrétaire délégué de l'ACEL et pour l'anecdote membre de l'association France-Corée, quand au deuxième ancien membre du comité de rédaction de Compilations** il est aujourd'hui rédacteur à Astrolabe. Rappeler l'ensemble de ceux et celles qui participent à la rédaction de l'Astrolabe serait fastidieux, relevons pour mémoire un certain nombre de noms significatifs. Michel Delsol (voir IRL No 13) directeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes; philippe Delsol** fils du précédent, secrétaire délégué du conseil d'administration de l'ACEL; Pia Daix** collaboratrice de la revue des jeunes intégristes Notre Jeunesse** (IRL No 14); et aussi l'inévitable Henri Hours (IRL No 14 13). Les thèmes abordés par l'Astrolabe vont de la droite, à la famille en passant par la religion et l'éducation. Dans le numéro sur l'éducation on trouve la reproduction d'un article de l'UNI** (IRL No 10 été 1976) traitant de l'«hérité psychologique, la vérité en marche» et des articles de Michel Creuzet** un des directeurs de la revue Permanences** organe de formation civique et d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien, alias Cité Catholique** (IRL No 11 novembre 1976) et aussi un article de Jean Fabrègues** (IRL No 14).

En 1973 l'Astrolabe organisa un cocktail en collaboration avec le centre d'études politiques et civiques, CEPEC**, organisme de tendance nationale fondé en 1954. «L'importance du CEPEC dans les milieux libéraux et conservateurs est d'autant plus grande que ses moyens sont efficaces et que son armature est politiquement, socialement et économiquement parlant d'une exceptionnelle solidité». Détail qui a son importance, en 1968, le CEPEC créait avec une dizaine d'associations dont le groupe universitaire Occident**, le Front Uni de Soutien au Sud Vietnam**.

Précisons aussi que les diners et manifestations du CEPEC sont annoncés dans la revue Permanences**, dans l'Informateur** etc...

Au fait l'Astrolabe qu'est ce que c'est? C'était un instrument qui servait aux navigateurs pour mesurer la hauteur des astres au-dessus de l'horizon. Aujourd'hui l'astrolabe est utilisée par les «hommes libres» pour rester UNI ACEL que Charles Péguy nommait Jeanne la pucelle...

SUICIDE AU CAUSSE NOIRZAC

Interrompu, par manque de place, nous reprenons notre grand feuilleton « Suicide au Causse Noirzac », troisième et dernier épisode. Rappelons les données de ce drame imaginaire et pourtant plein de lourdes réflexions sur une lutte bien réelle, elle, et difficile, et compliquée. Mauzac, petit paysan du Causse vient de se suicider après une prise de conscience brutale de ce qu'il subissait depuis des années et pour enquiquiner les manitous du causse. Devant un suicide aussi difficile à digérer ces derniers viennent de faire appel à un penseur parisien : le maître Lacan-Gourou.

Nous sommes arrivés, avec le débarquement de M. Lacan-Gourou à la troisième partie de notre histoire.

Si le message de Mauzac n'est pas resté sans résonance, ce qu'atteste la venue du maître, demande toi dès maintenant, lecteur compatissant, dans quelle mesure il ressortira indemne de ces nouvelles péripéties ?

La maîtrise des choses va-t-elle encore une fois, échapper à l'ensemble de ceux qui naissent à une vision collective de leurs rapports ?

Car c'est un « monsieur » que ce Lacan-Gourou : psychanalyste de réputation interplanétaire, que d'aucuns critiquent mais que tous admirent, dans ces milieux où il va du meilleur bien de s'adonner à l'introspection de ce qui rampe au niveau inférieur de la conscience...

L.G. accompagné d'un interprète est accueilli par le bureau des 101, 5. Un méchoui a été organisé en l'honneur de sa future contribution au combat commun. L.G. remercie ses hôtes de cette attention :

- « Achissou yavot loquote, masaction confimit acto, mato, chato,...

L'interprète fournit aussitôt une traduction des propos du maître, dont la langue reste impénétrable à ceux qui n'ont pas acquis une longue pratique de son maniement :

- « M.L.G. tient à affirmer sa profonde sympathie pour la juste lutte des paysans du Noirzac.

Le journaliste de la Dépêche du Midi notera qu'un climat fraternel réunit les participants.

L.G. précise que l'étude qu'il se prépare à mener sur le cas Mauzac, il la conçoit dans une double perspective, entraide aux paysans, et poursuite de son propre séminaire, sous la forme d'un stage destiné à ceux de ses étudiants qui sont intéressés à de nouvelles approches du problème régionaliste :

- Loquote studensiou saber califourcha racca ! Oua, og lisnave agadou kréma...

L.G. parle avec précipitation ; l'interprète suit non sans difficultés :

- au cours de notre recherche collective, nous nous laisserons guider par le désir de réaliser ce que certains, à tort, prendront pour la quadrature du cercle ; à savoir une superposition correcte du champs ouvert que constitue déjà le cadre agraire de la maternelle supérieure du Noirzac, et du champs éclaté de nos propres investigations analytiques.

Métamorphose du sorbonnagre : il cesse, l'homme familier de la poussière et de la dent rongeuse des souris ; le voici au vert, supputant dans l'air vif du temps, les tenants et aboutissants des rapports vivants...

Question Mauzac, l'instruction avait officiellement conclu à la folie suicidaire. Bien entendu, pareil version n'avait satisfait personne. L.G. s'oppose d'entrée à cette explication trop sommaire.

A son avis l'acte définitif du pauvre Mauzac est marqué de trois grands traits qui le situent hors des normes courantes :

- par sa portée sociale clairement envisagée, il dépasse le



seul besoin d'affirmation de soi.

- préparé en fonction de fins positives, il paraît avoir été soutenu par des pulsions de vie si puissantes qu'elles n'ont pu trouver d'autres débouchés dans l'univers social du défunt.

- son pouvoir existentiel s'est trouvé multiplié par sa mort, face à son entourage, au point que bon nombre de contradictions entre lui et ce dernier se sont trouvées dépassées.

- J'estime, au total, que l'analyse du cas Mauzac, ainsi vue, permettrait d'éclairer bien des aspects de la vie sur le causse et sur la nature de la lutte elle-même. Avec votre concours..., continue-t-il.

Pour terminer il défend brillamment la thèse selon laquelle l'autodestruction du père Mauzac ne pourra trouver d'explications plausibles en dehors du recours à la dimension psychanalytique...

Une quinzaine de jours lui suffisent pour poser les premiers

jalons d'une théorie susceptible de rendre compte de l'affaire Mauzac.

Au centre de celle-ci, le professeur introduit la notion capitale de transfert. Partant d'observations sur l'activité principale de l'éleveur, il réussit à montrer à quel point le contact direct, charnel et régulier du producteur avec la mamelle de ses brebis lors de la traite manuelle, pouvait avoir une influence équilibrante en ce qui concernait les relations de désir au sein de la famille traditionnelle (a fortiori, chez Mauzac, veuf depuis plusieurs années). Dans ce contexte, la Grande Dame jouait un rôle important, sinon central : présente derrière toutes les activités liées aux troupeaux, c'est elle qui permettait à l'éleveur d'accéder à une satisfaction effective, quoique imaginaire, de certains de ses désirs par une espèce de sublimation de son attachement à la Mère, perpétuée au-delà de la prime enfance, par la pratique de la traite manuelle.

Or la situation s'était considérablement transformée : à cette époque troublée, la restructuration rapide du grand capital financier avait entraîné la grande dame vers une modification de la structure intime de ses organes (O.P.A. de Perry Bell et du Crédit Agricole). Dans cette logique l'industrie de Roquefort dut impulser une modernisation de ses méthodes, comme de l'équipement et de la dimension de l'exploitation agricole elle-même. Cela comportait, entre autres, l'introduction de la traite mécanique...

Transformée, la Dame l'était donc : un peu plus grande, un peu moins dame !

Ce bouleversement technologique, en brisant l'état de chose antérieur, doit, selon L.G., être rendu responsable d'un déséquilibre psychologique déterminant. L'attachement à la mère, assumé sans trop de problèmes dans la période précédente, est désormais gravement perturbé ; le passage harmonieux du sein maternel à la relation à la Grande Dame, par la médiation de la mamelle ovine, est brutalement interrompue chez ceux des éleveurs qui se sont équipés. La liaison symbolique disparue condamne désormais ceux-ci à errer en quête d'un objet de désir introuvable : notre dame se trouve, dans ces conditions, cible d'un flux désirant qu'elle



ne peut plus satisfaire par brebis interposées... (pour Mauzac, cela coïncida avec l'investissement de la Jasse-blème) Ainsi, soumise à ce processus de rupture, l'économie sexuelle de la famille paysanne est-elle remise en cause, sans que soit même esquissée l'amorce d'un autre mode de relation, adaptée aux circonstances nouvelles.

S'agissant de Mauzac, L.G. avait appris de ses voisins que, plus d'une fois, on l'avait surpris caressant songeusement ses robotactors ou la tuyauterie de la machine à traire ; il était clair que ces contacts dénaturés ne pouvaient avoir été que sources de frustrations pour lui...

Pour continuer de fonctionner de façon satisfaisante, l'image de la Grande Dame doit être modifiée, le cas de Mauzac en est témoin. A défaut, dans l'incapacité de raccrocher ses impulsions à un lieu précis, l'éleveur risque de devenir sujet à des bouffées délirantes de caractère fantasmatique, propices au déclenchement de comportements asociaux, ou, pour le moins, abhorrés, dont la multiplication, au sein de la profession, serait susceptible de mettre en péril l'avenir de la production de lait de brebis sur la caille...

Nous pensons avoir rapporté là l'essentiel de l'analyse du maître. Les leaders des 101, 5 et les responsables syndicaux, d'abord déconcertés par cette manière inhabituelle d'aborder pareil problème, conviennent très vite de la justesse du point de vue Lacanien-gouresque. Il reste, bien sûr, à traduire dans la pratique ces conclusions ; on peut alors espérer que des mesures adéquates en ce sens stopperont le courant de la protestation petite-paysanne dont l'essor actuel devient une menace pour la bonne marche de l'économie locale.

A ce propos, Courtaud n'hésite pas à écrire dans l'édition du journal Lo Noirzac, que, pour une bonne part la vague de mécontentement qui se développe à ses origines dans le redoutable manque d'informations dont sont victimes bon nombre de petits éleveurs, ainsi entraînés malgré eux à prendre souvent l'effet pour la cause ; que cette carence dans le fonctionnement du groupe des 101, 5 est d'évidence liée à un mode de prise de décisions finalement assez peu démocratique...

S'il en avait été autrement, il est, en effet, probable qu'aurait pu être détectés les besoins des éleveurs par eux-mêmes, et qu'aurait été imaginé de quoi y pourvoir, coupant court à toute incompréhension. La boucle paraît bouclée.. Côté université certains spécialistes ne sont pas loin de penser que cet événement, en soi tragique, sera la pomme de Newton de maître Lacan-Gourou... En effet, prolongeant son discours dans une direction carrément pionnière il en arrive à déceler un rapport jusque là masqué (ou mal éclairé) entre ce qu'il faudrait appeler le social-technique et l'investissement libidinal, rapport subtil auquel on vient de donner un nom qui mérite de passer dans le vocabulaire courant, celui de « champs social libido-traître » côté dirigeants des 101, 5, l'impression qui domine chez les observateurs les plus impartiaux, est que la situation pourra sans tarder être reprise en mains. Fatalité ? L'ordre du pouvoir un instant ébranlé va-t-il reprendre son cours ?

A cette étape qu'est devenu le témoignage du père Mauzac ? Quelles interprétations de son acte et des raisons qui l'ont motivé, restent en lice sur l'échiquier local et sur l'ensemble du territoire national ?

Une chose est claire à cette heure on trouve unies dans une trouble solidarité l'interprétation policière d'un fait divers et celle, au visage scientifique, d'un expert de l'inconscient puis, par derrière une kyrielle d'enjeux émanant des coulisses de l'histoire où s'agitent ceux qui ont place assise au banquet et ceux qui y prétendent... Solidarité, oui, à cause, précisément, de cet intérêt commun à étouffer une voix discordante... que d'autres se sont mis soudain à écouter comme si c'était un bon peu la leur !

Quel tête tu fais, brave lecteur ! Tu es trop sentimental ; te voilà plongeant dans la mélancolie. Crois-tu encore que les choses tombent du ciel ? Les cailles ne vont pas nous tomber toutes rôties dans l'assiette !

On te le rappelle gentiment, les faits sont têtus !

- Tiens, regardes : pas plus tard qu'hier un jeune berger du plateau, de ceux qui aiment la faribole, mais à qui faut pas en raconter, met le doigt au cours d'une discussion avec un gars de Paulfiche, sur une petite évidence... c'est trois fois rien, une bricole, pas de quoi changer la face du monde apparemment ! Des choses qu'on a eues dites et redites... seulement à cette heure, ça ne produit pas le même effet, ça tombe sur une terre favorable. Vé, la caille !

- tout bien considéré lui disait l'autre, il n'y a pas de mystère.

- tu m'étonnes rétorqua le dernier.

- c'est simple, vois-tu, à qui cette putain d'extension va-t-elle causer les plus gros ennuis ? Aux petits éleveurs, enfin à ceux qui ne songent pas à la retraite sans espoir de voir prendre la suite.

- et quoi tu n'en n'étais pas persuadé ?... Oui, mais voilà : le hic c'est que chacun reste chez soi, en attendant que passe le mauvais vent !

- allons, faut rien exagérer. On est quelques uns à manquer les réunions, et pareil pour les manifestations. C'est pas l'intérêt qui fait défaut, plutôt une raison de temps.

- le temps ? On le prend quand ça paraît indispensable ! de toute façon, facile de vous compter ! et puis même, qu'est ce que ça changerait si vous veniez plus nombreux ? Qui c'est qui les organise, prépare les ordres du jour, prend la parole ? Tu peux retourner les choses comme tu veux, vous ne faites pas le poids : les têtes se sont point les vôtres !

- T'as pas tout à fait tort... mais après ?

- après, nom de Dieu ! A quoi ça mène de toujours raler contre les Lartier, les Courtaud, les rabelong, les Borgières, les Millet ou autres Alaur-coulis ? Vous laissez un peu trop volontiers les rênes !

- alors, la barre à tous ! hein, Joël ?

- Que non ! pas à tous, à vous ! A nous si tu préfères.

Joël le berger, tu pourrais plus l'arrêter. L'autre s'assoit met la main à sa casquette et la fait tourner sur le sommet du crâne.

- tiens, pendant que j'y pense, Georgette Kolonta vient d'écrire à Mariette Lartier. Elle invite les familles Lartier

Courtaud et Borgière, à passer une quinzaine de jours ce été dans une maison qu'elle possède en Corse. Tant mieux pour eux ! Ça porte à réfléchir : Ils vont vivre les uns à côté des autres, ils auront eu le loisir de se connaître mieux ; ça va peut être créer entre eux des liens d'amitié au moins, ils pourront se mettre au diapason !

(un long dialogue s'ensuit que nous ne reproduiront pas ici ami lecteur. Les « petits » sont ils condamnés à être toujours à la remorque des « gros » ?)



... Fatalité ?
Mort pour des prunes, Mauzac ?
attends voir
que la roue enfin tourne !

L'union ne fait la force qu'entre ceux qui se reconnaissent frères. Faut se chercher des compagnons, des vrais ; éliminer les pas-fréquentables : ceux qu'on regardait jusque-là de bas en haut et certains de leurs complices qu'on avait une façon particulière de lorgner de haut en bas !

COMMUNIQUE

La librairie-éditions La Boulangerie, de Montrouge, disait en Décembre le désir de son collectif d'ouvrir une librairie et d'en faire un lieu de rencontre et d'activités, un pôle de regroupement pour soutenir divers courants autonomes :
- assurer un lieu d'information des groupes, comités ou individus.

- prendre des initiatives sur la vie quotidienne (cadre de vie, urbanisme, réseau alimentaire etc.)

- éditer, rééditer (Socialisme ou Barbarie, Noir et Rouge, affiches...)

- diffuser, et apporter un support à la presse parallèle.

Que sommes-nous devenus depuis ?

- D'une part, nous avons établi des statuts : coopérative de consommateurs pour la Librairie, association Loi de 1901 pour les autres activités.

- D'autre part, nous nous sommes lancés dans les travaux afin de dégager trois lieux, la librairie et l'édition au rez-de-chaussée, un espace-retrouvailles au premier.

LA LIBRAIRIE EST OUVERTE AVEC DES LIVRES, DES REVUES, DES JOURNAUX.

(occasion, vente, échange, achat). La presse militante pourra être déposée par les groupes eux-mêmes. Adresse :

LA BOULANGERIE

67 rue de Bagneux 92120 MONTROUGE

DERNIERE NOUVELLE

Sortant d'une réunion particulièrement éprouvante de la Commission de réactualisation du Programme Commun, Georges Marchais nous



confie: Achetez IRL, c'est quand même plus sérieux.

LA CROIX
ROUSSE ET LES
ANTIMILITARIS-
TES - 1919
P.2

Tous à
Malville
le 30 juillet
P.3

ROUSSILLON
Rhône
Poulenc
City 14

LE FEMINISME
ET LE VIOL
P.6

CONTRÔLE
SOCIAL
P.8

ESPAGNE:
Quand les
Femmes sortent
de leur Cuisine
P.8

INTERIM:
Briseurs
de grèves
P.5

NOI
MILITER,
SA VA PAS!
P.16

L'ARMEE
SE PORTE
BIEN. MERCI
P.10

Le petit
dicode:
l'ennemi
intérieur
P.22

DOSSIER:
LE PARC NATUREL
DES ECRINS
ou
l'écologie récupérée
par l'état
P.11

SUICIDE
AU CAUSSE
NOIRZAC



ABT
1 JAN 20 1966

IMPRIMÉ à A.E.P. Z.
48 rue Burdeau

Acj. R. 13, rue Pierre Blanc Lion Tex

1224
Directeur
Publication J.J. GAY

commission paritaire: 55270